



Rapport d'activité **2009**

Pôle Information des collectivités territoriales

Mairie-conseils
Localtis
Autres actions

UN SERVICE



Rapport d'activité 2009
Pôle Information des collectivités territoriales

Mairie-conseils
Localtis

SOMMAIRE

INTRODUCTION

MAIRIE-CONSEILS

INFORMER LES ÉLUS

Renseignements téléphoniques : un service très sollicité	6
Adhérents	6
Questions posées	6
Questions intercommunales.....	6
Questions communales	7
Des services complémentaires	7
La lettre En direct de Mairie-conseils	7
Lancement de la série des suppléments juridiques.....	7
14 réunions téléphoniques juridiques	8
Mairie-conseils formalise son pôle juridique	8
Les compétences des collaborateurs ont été élargies.....	8
Une offre d'information à la disposition des élus.....	9
Un contrôle qualité permanent	9
Zoom : Les services d'information à disposition des élus.....	9

ACCOMPAGNER LES ÉLUS

Journées Mairie-conseils : répondre à une demande d'appui toujours forte et en évolution	10
16 journées d'accueil Intercommunalité.....	11
Le logiciel Solidaires	11
21 journées d'accueil Développement territorial	11
Réseaux thématiques : un outil privilégié d'échanges et de réflexion	12
Zoom : le réseau petite enfance et personnes âgées	
Réseau jeunesse et intercommunalité	12
Réseau des CIAS	12
Réseau Paysage et développement durable	12
Zoom : Les Journées « Territoires d'enseignement »	13
Démarches expérimentales : concevoir de nouveaux outils avec les territoires	13
Accompagnement de projets de développement durable	13
Dynamique économique des territoires ruraux	13
Accueil de nouvelles populations en milieu rural	13
Identité et attractivité touristique	13
Relancer une démarche de projet	13
Zoom : Appui de Mairie-conseils dans les territoires	14

VALORISER LES INITIATIVES, PUBLIER, DIFFUSER

Expériences en ligne : chaque semaine, de nouvelles expériences en ligne	15
Réunions téléphoniques Expériences : un succès jamais démenti	16
Le site www.mairieconseils.net : une refonte en profondeur	16
Les publications	17

ANTICIPER ET DÉVELOPPER LES PARTENARIATS

Anticiper en repérant les préoccupations montantes	18
Les partenariats activés en 2009	18
Zoom : Enquête et journée nationale sur la mutualisation	18
Zoom : Dialogue urbain - rural pour une nouvelle gouvernance.....	20

LOCALTIS, LE QUOTIDIEN EN LIGNE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE LEURS PARTENAIRES

Une maturité qui se confirme	22
Un positionnement mieux affirmé	22
Un lectorat qui continue à s'élargit	22
Une fréquentation en hausse, de nouveaux usages, de nouveaux relais	23
La barre des 100 000 visiteurs dépassée en 2009	23
Un public qui s'approprie le service	23
Zoom : Quelques grands sujets suivis de près en 2009.....	23
Des relais pour susciter de nouveaux usages.....	24
Des éditions enrichies de dossiers thématiques	24
Le fil de l'actualité	24
Les espaces thématiques	24
Les dossiers législatifs	24
Zoom : les dossiers thématiques actualisés en 2009	24

ANNEXES

Vue d'ensemble de l'activité du pôle Information des collectivités territoriales	26
Mairie-conseils	
Répartition thématique des questions communales posées au service de renseignements téléphoniques	27
Récapitulatif des territoires accueillis en journées d'accueil	28
Récapitulatif des réunions téléphoniques	33
• Réunions téléphoniques d'information juridique	33
• Réunions téléphoniques Expériences	33
Récapitulatif des publications	34
• Urbanisme - Paysage – Environnement – Développement durable	34
• Information juridique	36
• Recueil d'expériences	37
• Dossiers pédagogiques	38
• Analyses et méthodes	38
• Compte rendus de colloques et séminaires.....	39
Localtis	
Les nouveaux abonnés en 2009	40
Thématiques mises en ligne en 2009.....	44
Événements couverts et personnalités interviewées	45
• Les congrès et autres rendez-vous	45
• Exemples d'interviews	45
Le pôle Information des collectivités territoriales : autres actions, partenariats, budget, équipe	47

Introduction

Dans le cadre des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts, le pôle Information des collectivités territoriales apporte aux élus et personnels des collectivités locales un ensemble de services et d'outils pour accompagner les évolutions territoriales. Rattaché à la Direction du développement territorial et du réseau, il est constitué de deux entités distinctes et complémentaires : Maire-conseils et Localtis.

En 2009, Mairie-conseils a eu 20 ans

Voilà vingt ans que le service Maire-conseils accompagne la réflexion des élus en amont de leurs décisions, en mettant à leur disposition une offre de services et des démarches d'appui. Dans un contexte en mutation, ce mode de travail continue à faire la preuve de sa pertinence et de son efficacité. L'activité de 2009 en est l'illustration concrète.

Le rythme soutenu des sollicitations des élus en 2009 a montré que les équipes municipales renouvelées ont pris en main la conduite de leurs politiques communales et intercommunales vers les objectifs qu'elles se sont fixés. Reste que certaines questions posées par les élus révèlent des interrogations profondes sur les conditions dans lesquelles ils pourront continuer à exercer leurs compétences. En 2009, dans un contexte de forte évolution législative et réglementaire, les discussions en cours sur les projets de réforme des collectivités locales et de la loi de finances prévoyant les évolutions de la taxe professionnelle ont créé de fortes incertitudes pour les élus.

Repérant la montée en puissance de ces questions émergentes, Mairie-conseils a réalisé un travail de veille en lien avec ses partenaires et a développé des actions d'appui sur ces sujets. Le thème de la mutualisation par exemple a été choisi pour la sixième journée nationale d'échanges parce qu'il fait écho aux nombreuses questions posées au service de renseignements téléphoniques, et qu'il préfigure le renforcement de l'intercommunalité qui est l'un des volets du projet de loi de réforme des collectivités locales.

En 2009, Localtis renforce sa notoriété et son positionnement

Journal en ligne d'information et d'actualité, Localtis est devenu dans les faits le quotidien des collectivités territoriales et de leurs partenaires. Les chiffres font apparaître un taux de fréquentation qui reflète l'intérêt porté par les abonnés au contenu proposé et confirme sa pertinence. Le nombre de nouveaux abonnés continue de croître, tandis que de nouveaux partenariats et les sollicitations d'associations d'élus en quête de retombées presse traduisent une implantation effective de Localtis comme l'un des grands sites de la presse des collectivités territoriales.

Perspectives du pôle Information

Dans un paysage en perpétuel mouvement, le pôle Information des collectivités territoriales ne cesse d'évoluer, tout en restant fidèle à sa ligne directrice : se tenir au plus près des préoccupations des élus locaux, des personnels territoriaux et de leurs partenaires afin qu'ils puissent s'approprier totalement les données, outils et démarches qui leur sont proposés.



**INFORMER ET ACCOMPAGNER LES ÉLUS,
VALORISER LES INITIATIVES, ANTICIPER ET
DÉVELOPPER LES PARTENARIATS**

Informers les élus

Le service de renseignements téléphoniques est plus que jamais le point de départ de l'offre de Mairie-conseils et la source privilégiée de recueil des préoccupations des élus. Les questions posées permettent de préparer de nouvelles façons d'aborder les problématiques. Face à la complexité accrue des questions posées, en particulier dans le champ intercommunal, Mairie-conseils a formalisé l'existence d'un pôle juridique en son sein, en vue de renforcer l'expertise du renseignement téléphonique et des outils complémentaires. A partir des interrogations des élus, c'est un centre de ressources d'informations juridiques qui se constitue au fil du temps pour être mis à leur disposition, notamment via le site www.mairieconseils.net.

RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES : UN SERVICE TRÈS SOLlicitÉ DANS UN CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN PLEINE ÉVOLUTION

Adhérents en 2009 : 2 193 structures intercommunales et 14 774 communes

Le nombre d'adhérents continue sa progression régulière, puisque le nombre total est passé de 16 652 en 2008 à 16 967 adhérents en 2009.

En 2009, le service de renseignements téléphoniques compte au total 16 967 adhérents, dont :

- 14 774 communes adhérentes
- 2 193 groupements adhérents, dont :
 - 1 350 communautés de communes
 - 94 communautés d'agglomération

Les questions posées en 2009 : plus de 4 100 questions intercommunales et 6 900 questions communales

Au total, 11 000 questions ont été posées par les élus. Après l'année 2008 qui fut un crû exceptionnel en raison de la période d'élections municipales, le renseignement

téléphonique a retrouvé une activité normale en 2009 avec 11 100 questions posées, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année 2007. Cette forte sollicitation s'explique par un contexte législatif et réglementaire en mouvement, source de nombreuses incertitudes pour les élus locaux qui ont besoin d'un appui juridique pour conforter leurs choix ou décisions.

Questions intercommunales : toujours en progression, avec une complexité accrue

Alors que la part des questions d'intérêt intercommunal était de 34 % en 2008, elle est de plus de 37 % en 2009. Ces questions sont posées à 69 % par des communautés de communes et à 13 % par des communes. Le reste émane des syndicats mixtes (8 %), puis des Sivu, Sivom (6 %) et enfin des communautés d'agglomération (4 %).

Répartition thématique des questions intercommunales

Moyens	1 260 questions
Compétences	1 200 questions
Institutionnel	920 questions
Finances	670 questions
Mises en réseau et expériences	50 questions

La tendance à l'agrandissement des périmètres des structures intercommunales met les élus face à des nouveaux défis. Ce qui introduit une nouvelle complexité dans les questions posées en matière de fiscalité, de personnel, de transfert des biens et de mutualisation, ainsi que sur les compétences.

Moyens : les questions sur ce thème sont en hausse. Elles sont dominées par les sujets liés au droit de la commande publique. Viennent ensuite les questions ayant trait au patrimoine des EPCI, en particulier les transferts de biens, une tendance déjà observée l'an dernier. Les questions de plus en plus nombreuses sur la mutualisation des services, des personnels et des équipements ont donné lieu à une enquête dont les résultats ont été présentés lors d'une journée ouverte à tous les adhérents.

Compétences : les questions liées à l'exercice des compétences sont également très nombreuses. Dans un contexte d'incertitude pour les communautés de communes, la formulation des questions -au-delà des thématiques-, révèle que les élus s'interrogent sur les conditions dans lesquelles ils pourront continuer à exercer leurs compétences. Le thème de l'aménagement de l'espace (Scot, PLU, autres documents d'urbanisme) arrive en tête des préoccupations. Puis viennent les questions liées à la compétence environnement (assainissement, gestion des déchets, de l'eau), avec une montée en puissance des questions liées aux politiques énergétiques. L'exercice de la compétence sociale pour la mise en œuvre de services aux habitants demeure également une préoccupation importante

Finances : beaucoup de ces questions sont liées aux textes en préparation concernant l'évolution de la taxe professionnelle vers la contribution économique territoriale et les futurs moyens financiers dont disposeront les collectivités. Des questions également sur les questions peuvent être soit très générales (sur l'avenir des ressources des collectivités, les relations financières communes/communautés), ou au contraire pointues (l'opportunité d'opter pour une fiscalité mixte par exemple, les attributions de compensation, les aspects comptables.).

Institutionnel : de nombreuses questions sont liées au fonctionnement des groupements intercommunaux (délégués intercommunaux, suppléants, fonctionnement des assemblées délibérantes, pouvoir des bureaux et des présidents). Par ailleurs, la croissance des questions liées à la fusion des communautés se confirme.

Questions communales : les interrogations sur le fonctionnement général de l'intercommunalité et celui de la commune sont toujours en tête

Arrivent largement en tête des questions posées par les élus de petites communes, des sujets ayant trait au fonctionnement général de l'intercommunalité (31%), puis les questions liées au fonctionnement même de la commune (13,05%) concernant l'administration générale,

le conseil municipal, les maire et adjoints, les conseillers municipaux.

Viennent ensuite les questions ayant trait à l'urbanisme (6,52%), aux marchés publics (6,50%) et au patrimoine communal (5,52%). Puis les thématiques plus opérationnelles.

Répartition thématique des questions communales

Le tableau détaillé se trouve en annexe, page 27.

Dans le prolongement de ces questions communales, Mairie-conseils organise des réunions téléphoniques qui s'adressent plus particulièrement au public des petites communes (cf. page 31).

DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES QUI SE CRÉENT ET CONTINUENT À SE RENFORCER

Mairie-conseils continue à renforcer et à créer des services complémentaires au renseignement téléphonique. L'objectif est de donner la possibilité aux élus d'approfondir la réponse donnée dans le cadre du service téléphonique, en mettant à leur disposition un ensemble d'outils d'information juridique facilement accessibles.

Le 225^e numéro de la lettre *En Direct de Mairie-conseils* publié en décembre 2009 s'adressait à 16 540 destinataires.

La lettre *En Direct de Mairie-conseils* continue à jouer un rôle de lien indispensable avec les élus locaux, notamment dans les petites communes.

L'année 2009 a été marquée par le lancement de la série des « Suppléments juridiques »

Conçu à partir de l'analyse des questions posées par les élus, chaque supplément fait le tour d'horizon juridique sur un sujet d'intérêt intercommunal en huit pages, sous la forme de 10 à 15 questions/réponses. Annoncés dans la lettre *En Direct de Mairie-conseils*, les suppléments juri-

diques sont souvent réalisés dans le prolongement d'une réunion juridique. En 2009, cinq suppléments juridiques ont été publiés :

- dix questions / réponses sur le régime des délégations au sein des communes et des communautés ;
- dix questions/réponses sur la compétence Zone d'activité économique des communautés ;
- dix questions/réponses sur l'accessibilité ;
- dix questions/réponses sur les conséquences du recensement dans les territoires intercommunaux ;
- questions/réponses autour de la compétence tourisme des intercommunalités.

En 2009, quatorze réunions téléphoniques juridiques ont été organisées

Toujours dans le prolongement du renseignement téléphonique, Mairie-conseils a continué à organiser les réunions téléphoniques juridiques qui permettent de faire un point approfondi sur une question récurrente ou particulièrement complexe posée par les élus communaux. Avec une nouveauté en 2009, puisque Maire-conseils a décidé de compléter ces réunions téléphoniques juridiques sur des sujets intercommunaux, par des réunions régulières du même type portant sur des sujets d'intérêt communal. Elles fonctionnent toujours selon le même déroulé : 30 minutes de présentation par un juriste et les questions des inscrits. Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu publié sur le site www.mairieconseils.net.

58 communes et 35 intercommunalités ont participé à l'une des sept réunions téléphoniques juridiques d'intérêt plutôt communal

- L'organisation des élections et des bureaux de vote dans les communes
- Les réformes du droit de la commande publique
- La location à usage d'habitation selon les règles du droit commun
- Le fonctionnement du conseil municipal, de l'affichage au compte rendu
- Les concessions funéraires
- Le droit de préemption urbain
- Les baux commerciaux

En 2009, 98 structures intercommunales ont participé aux sept réunions téléphoniques juridiques intercommunales

- Compétence tourisme des structures intercommunales

- Nouveau recensement : quelles conséquences pour les territoires intercommunaux
- Accessibilité : les questions que vous vous posez (2 réunions sur ce thème)
- La gestion des zones d'activités économiques
- La fusion des communautés
- Délégations de fonction, délégation de pouvoir dans les communes et les intercommunalités

MAIRIE-CONSEILS FORMALISE L'EXISTENCE D'UN PÔLE JURIDIQUE

Mairie-conseils a formalisé l'existence, en son sein, d'un pôle juridique rassemblant les juristes associés et les chargés de mission responsables des questions juridico-financières. La fonction principale de ce pôle est de faire le point sur l'évolution des préoccupations intercommunales des élus et de repérer, dans le gisement des questions posées au service de renseignements téléphoniques, les sujets méritant d'être approfondis. Concrètement, au cours de réunions régulières, Mairie-conseils et les juristes associés passent au crible les questions intercommunales, repèrent les plus pertinentes en fonction des préoccupations des élus, les analysent si nécessaire au regard de l'actualité législative et réglementaire et proposent des prolongements à donner : suppléments juridiques, réunions téléphoniques juridiques, fiches juridiques, édition d'un digest des questions/réponses, séminaires, journées nationales...

Les compétences des collaborateurs du service de renseignements téléphoniques ont été élargies

En 2009, Mairie-conseils a élargi les missions incombant aux personnes répondant aux questions des élus : désormais, elles sont associées ponctuellement aux journées d'accueil, ce qui leur permet d'appréhender plus directement et de manière globale les préoccupations des élus. Elles sont sollicitées pour proposer, préparer et animer des réunions téléphoniques juridiques d'intérêt plutôt communal. Par ailleurs, elles rédigent des fiches juridiques destinées à enrichir la rubrique du site «Vos questions/ nos réponses» (voir Zoom page ci-contre).

Une offre d'information juridique à la disposition des élus

Tout au long de l'année, des fiches synthétisant les réponses personnalisées données par téléphone aux élus sont mises en lignes pour alimenter la rubrique « Vos questions/nos réponses » du site www.mairieconseils.net. Les élus sont invités à consulter ces fiches qui complètent utilement les réponses du service de renseignements téléphoniques (rappel des références juridiques, par exemple).

Fin 2009, 428 fiches étaient hébergées sur le site. Par ailleurs, à l'issue d'une analyse réalisée par le pôle juridique, Mairie-conseils a édité en 2009 le tome 2 d'une sélection des questions posées par les communes de moins de 3 500 habitants. Cette publication intitulée *65 questions que vous vous posez ...et leurs réponses* a été largement diffusée au Salon des maires et des collectivités locales (voir Annexes page 37).

Un contrôle qualité permanent

Mairie-conseils exerce un contrôle qualité intégral de toutes les réponses via un cabinet d'avocat spécialisé en droit public, partie prenante du pôle juridique. Les chiffres montrent que le service de renseignements téléphoniques continue sa dynamique d'amélioration, puisqu'en 2009, ce sont 98,73 % des réponses données qui ont été « correctes immédiatement » contre 90,10 % en 2008, et que seules 0,38 % des réponses ont été fausses en 2009 contre 0,52 % en 2008.

Les chiffres du contrôle qualité

	2009	2008
Correctes immédiatement	98,73%	90,10%
Incomplètes, sans nécessité de rappel	5,96%	5,81%
Incomplètes, avec nécessité de rappel	3,92%	3,58%
Fausse, avec rappel pour rectifier la réponse	0,38%	0,52%

ZOOM

LES SERVICES D'INFORMATION À DISPOSITION DES ÉLUS

Les informations sont toutes accessibles sur le site www.mairieconseils.net

- **Le service de renseignements téléphoniques** : répond oralement aux questions posées par les communes de moins de 3 500 habitants et de toutes les structures intercommunales. Dès le premier appel, l'adhésion au service est automatique et gratuite. Tél. : 02 38 79 97 97 du lundi au vendredi de 9 h à 19 h. Informations complémentaires sur le site www.mairieconseils.net
- **La lettre *En Direct de Mairie-conseils*** : une lettre de 4 pages, 11 numéros par an, diffusée aux élus adhérents du service de renseignements téléphoniques, ainsi qu'aux partenaires des collectivités locales (réseaux associatifs, institutionnels, presse spécialisée...) et à toutes les directions régionales de la Caisse des Dépôts. A côté du site internet, la lettre permet notamment de diffuser largement l'information sur l'ensemble de l'offre de services de Mairie-conseils.
- **Les réunions téléphoniques juridiques** : 30 minutes de présentation par un juriste, suivi d'un temps consacré aux questions des participants. Mairie-conseils envoie à tous les participants le compte rendu intégral et le met en ligne sur le site.
- **L'espace « Vos questions/nos réponses » du site de Mairie-conseils** : fiches thématiques complétant les réponses personnalisées données oralement, accessibles dans la rubrique « Service téléphonique » du site www.mairieconseils.net

NOUVEAUTÉS 2009

- **Les suppléments juridiques** : cinq numéros parus.
- **Réunions téléphoniques juridiques d'intérêt plutôt communal** : sur le modèle des réunions juridiques d'intérêt intercommunal : sept réunions ont eu lieu en 2009.

Accompagner les élus

Loin d'apporter une expertise conçue en chambre, Mairie-conseils se positionne comme une équipe composée d'experts qui inventent avec les territoires les outils et démarches dont ces derniers ont besoin. L'objectif étant d'accompagner les élus dans leur réflexion tant sur les conditions d'exercice de leurs compétences que sur le développement de projets sur leurs territoires. Dans un contexte en forte évolution, le contenu des journées d'accueil et les supports pédagogiques ne cessent de se transformer, tandis que de nouveaux outils d'accompagnement s'élaborent en lien avec des réseaux thématiques et grâce à des expérimentations menées avec les territoires.

JOURNÉES MAIRIE-CONSEILS : RÉPONDRE À UNE DEMANDE D'APPUI TOUJOURS FORTE ET EN ÉVOLUTION

La démarche d'accompagnement se concrétise par l'organisation à Paris de journées d'appui à la réflexion sur le fonctionnement de l'intercommunalité ou le développement de projets de territoires.

Chaque journée d'accueil, animée par une équipe de Mairie-conseils, rassemble autour d'une même préoccupation deux à huit territoires représentés par une délégation d'élus. Ces journées se déroulent en deux temps : un moment de présentation de chaque territoire, puis un temps pour la réflexion et l'analyse en se basant sur des expériences conduites par d'autres territoires et des démarches éprouvées sur le terrain. Des supports pédagogiques régulièrement actualisés, et parfois refondus en profondeur selon les évolutions législatives, servent également d'appui à la réflexion.

En 2009, 285 groupements de communes ont participé aux 37 journées d'accueil Mairie-conseils

Lors de ces journées, ce sont 624 personnes, dont au moins deux tiers d'élus, venues des 22 régions de France et de 70 départements de France et d'outre-mer qui ont réfléchi avec Mairie-conseils sur l'avenir de leurs territoires. Ces journées d'accueil sont de deux types :

- journées sur l'intercommunalité proposant un appui sur les aspects juridiques, financiers et sur la mise en oeuvre de l'intercommunalité ;
- journées sur le développement territorial.

Les groupements sont informés sur ces journées par la lettre « En Direct », par courrier, par le site de Mairie-conseils, par contact direct ou par téléphone à l'occasion de leurs questions posées au service de renseignements téléphoniques. La plupart d'entre eux s'y inscrivent via le site internet et sont ensuite rappelés par le chargé de mission qui animera la journée pour valider l'intérêt de leur inscription sur le thème. Certains élus s'inscrivent à plusieurs journées afin de faire le tour d'un sujet (exemple « animation de la réflexion sur l'analyse financière intercommunale », puis « fusion de communautés de communes » ou les « transferts de biens »).

Journées d'accueil « Intercommunalité »

Elles permettent aux structures présentes de faire le point au plus près de l'actualité législative et réglementaire sur les conditions d'exercice des compétences, les finances et la fiscalité des EPCI.

**En 2009, 16 journées d'accueil « Intercommunalité »
136 structures intercommunales accueillies**

	Journées	Structures intercommunales
Fusion de communautés de communes	4	48
Création de communautés de communes	2	10
Animation de la réflexion financière intercommunale	5	31
Taxe professionnelle -TPU et fiscalité mixte	3	27
Transfert de biens/ transferts de compétences	2	20

A la demande des élus, après une journée d'accueil, Mairie-conseils peut se rendre dans la structure intercommunale pour animer une réunion de travail. En 2009, 30 structures intercommunales ont fait appel à Mairie-conseils pour prolonger la réflexion engagée en journée d'accueil (sur les fusions, la fiscalité, l'analyse financière et la création de communauté...), ou bien pour une séance de formation destinée aux nouveaux élus.

Le logiciel Solidaires®, outil de simulation : près de 2 000 utilisateurs

Solidaires® est un logiciel pour la simulation de la fiscalité directe locale et l'estimation de la DGF des EPCI à fiscalité propre. Créé par Mairie-conseils en 1992 et tenu à jour depuis cette date, il est largement utilisé par 913 intercommunalités, 993 comptables publics (dans le cadre d'une convention avec la DGCP) et par 70 autres entités, notamment des préfectures. En 2009, les modalités d'accès au logiciel ont été simplifiées. Par ailleurs, un travail de réflexion a permis l'adaptation des fonctionnalités de l'outil à l'évolution de la taxe professionnelle vers la contribution économique territoriale. Parallèlement, Solidaires® a été installé sur un portail internet spécifique.

Journée d'accueil « Développement territorial »

Ces journées d'accueil ont pour objectif d'accompagner la réflexion des élus sur des thématiques de développement, en proposant des démarches de travail qui ont été élaborées par Mairie-conseils à la lumière d'expérimentations menées avec des groupements. Ces journées d'accueil peuvent être suivies d'un accompagnement sur le terrain par Mairie-conseils, qui apporte un soutien à la réflexion collective des élus (créer ou non un CIAS, prendre compétence ou non dans le domaine de la jeunesse...).

En 2009, une trentaine de groupements se sont engagés dans l'une des démarches de travail – économique, sociale, relative à la jeunesse, au vieillissement, à l'accueil des nouveaux habitants, à l'urbanisme et au développement durable... – avec le soutien de chargés de mission de Mairie-conseils qui les ont accompagnés en se déplaçant aux moments clés de la mise en œuvre, et grâce à de nombreux échanges téléphoniques.

**21 journées d'accueil « Développement territorial »
149 structures communales accueillies**

	Journées	Structures intercommunales
THÈME SOCIAL		
Centre intercommunal d'action sociale	2	16
Politique Jeunesse et intercommunalité	3	25
Vieillesse et territoire	2	8
Centre social et intercommunalité.....	1	8
THÈME URBANISME, PAYSAGE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, ARTICULATION DES PROJETS		
Développement durable	3	22
Politiques intercommunales d'urbanisme	5	36
Les syndicats mixtes des territoires de projet	2	16
THÈME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		
Territoires et dynamiques économiques.....	2	14
Identité et attractivité touristique... 1	1	4

RÉSEAUX THÉMATIQUES : UN OUTIL PRIVILÉGIÉ D'ÉCHANGES ET DE RÉFLEXION

Au fil de son activité, Mairie-conseils perçoit chez les élus et leurs collaborateurs des besoins particuliers d'échanges sur certains thèmes. Ce constat a conduit à la création de réseaux rassemblant des structures intercommunales autour d'une problématique commune, et fonctionnant comme des clubs de réflexion pour élaborer des pistes d'action. Concrètement, élus et collaborateurs cooptés dans ces réseaux partagent leur savoir-faire et leurs idées au cours de journées de travail, rencontres annuelles, réunions téléphoniques, lettres de liaison, et pour certains des voyages d'études. Les réflexions menées au sein de ces réseaux thématiques sont utilisées pour enrichir et compléter le contenu et les supports pédagogiques des journées d'accueil. Elles donnent également lieu à des synthèses qui sont portées à la connaissance de tous notamment via le site Internet de Mairie-conseils.

Les trois réseaux thématiques ont approfondi leur réflexion tout en élargissant leur audience.

ZOOM

« POLITIQUES PETITE ENFANCE ET PERSONNES ÂGÉES : appréhender et comprendre son territoire par un travail prospectif » : la rencontre du Réseau CIAS du 26 novembre. « Comment organiser la réflexion collective à partir de l'analyse des besoins sociaux qui sont révélés au quotidien par l'activité des CIAS, et réussir à partager le diagnostic entre le plus grand nombre d'élus et d'acteurs locaux ? » : c'est à partir de cette interrogation centrale que les participants ont réfléchi à l'élaboration d'une méthode permettant de penser l'avenir de l'action sociale intercommunale.

Le réseau Jeunesse et intercommunalité

Lancé en septembre 2008, suite à une expérimentation menée avec trois communautés de communes, ce réseau élabore des pistes d'actions pour l'accompagnement en milieu rural du jeune dans sa globalité : non seulement sur la question des loisirs, mais également de l'accès à l'emploi, de la formation, du logement, de la mobilité. Le réseau a organisé le 17 novembre à Paris sa rencontre annuelle sur le thème : « L'animation de proximité : un métier entre la prévention spécialisée et l'animation socioculturelle ». Fin 2009, il comptait 54 membres.

Le réseau des CIAS (centres intercommunaux d'action sociale)

Créé en 2007, il est co-animé avec l'Unccas et la société Idéal Connaissances. Il rassemble les territoires qui souhaitent développer une politique sociale intercommunale à travers cet outil encore peu utilisé, et pourtant à fort potentiel qu'est le CIAS. Ce réseau est en forte progression puisqu'il est passé de 26 membres lors de sa création à 171 fin 2009 (sur les 242 CIAS existants).

Deux rencontres ont été organisées à Paris en 2009 : l'une le 12 mai portait sur « l'articulation entre communautés de communes, CCAS et CIAS » avec l'intervention d'un universitaire expert de ces questions, l'autre le 26 novembre s'est intéressée à l'analyse des besoins sociaux permettant d'élaborer des politiques de la petite enfance et du vieillissement adaptées à chaque territoire (voir zoom).

Le réseau Paysage et urbanisme durable

En 2002, le réseau rassemble 80 groupements de communes qui veulent mieux prendre en compte les données paysagères dans le développement. L'année 2009 a été marquée par les journées des 14 et 15 mai qui se sont déroulées dans le parc naturel régional (PNR) des Bauges, intitulées « Territoires d'enseignement » (voir zoom page suivante).

Le réseau a organisé également un voyage d'étude en Lorraine et en Suisse à la rencontre d'élus ayant mis en place des solutions locales de développement durable dans le PNR des Ballons des Vosges (communautés de communes de la Fave et du Val de Galilée) et en périphérie de Bâle (communes de Rosendorf, de Biel, Benken et Nenzlingen). A cette occasion le Carrefour des Pays Lorrains a organisé deux journées de sensibilisation et de formation avec Mairie-conseils. Par ailleurs, le réseau a animé à l'intention de ses membres, quatre conférences téléphoniques dont la synthèse est publiée sous forme de Mémentos téléchar-

geables sur le site www.mairieconseils.net et accessibles sur la plateforme www.mairieconseilspaysage.net, qui depuis 2009 est ouverte à tous.
(Pour plus d'informations sur l'accès à ces documents : voir en annexes pages 34 à 38, liste des publications).

ZOOM

LES JOURNÉES « TERRITOIRES D'ENSEIGNEMENT » des 14 et 15 mai. Elles ont permis aux participants de réfléchir à la manière d'organiser la coopération entre les écoles supérieures du paysage, de l'urbanisme et de l'architecture et les territoires, en s'appuyant sur des expériences menées depuis quelques années. Pendant deux jours, techniciens et élus d'une part, étudiants et professeurs d'autre part, ont témoigné pour les uns de l'apport que peuvent apporter des regards extérieurs, pour les autres de leurs démarches de travail. L'objectif était de réfléchir à la manière dont cette coopération expérimentée par certains territoires pourrait être formalisée et reconduite ailleurs. Les débats ont donné lieu à la publication d'un document largement illustré *Apprendre hors les murs : témoignages et points de vue d'élus, d'universitaires et d'étudiants*, qui rend compte de la coopération entre l'École d'architecture de Nancy et les territoires du PNR des Bauges et en tire des enseignements (ouvrage paru dans la collection Réseau de Territoires Paysage et urbanisme durable, et téléchargeable depuis le site www.mairieconseils.net).

RÉSEAUX THÉMATIQUES

En 2009, plus de 200 structures intercommunales ont participé aux séminaires ou rencontres, organisés par ces différents réseaux thématiques.

DÉMARCHES EXPÉRIMENTALES : CONCEVOIR DE NOUVEAUX OUTILS AVEC DES TERRITOIRES

Les démarches expérimentales rendent possible l'élaboration de méthodes au terme d'un processus itératif fait de réflexion, d'expérimentation, d'observation, et de validation. Ces méthodes sont ensuite diffusées lors des journées d'accueil sur le développement territorial organisées à Paris.

L'année 2009 a été marquée par la diffusion de démarches expérimentales récemment consolidées

« Accompagnement de projets de développement durable »

Cette démarche expérimentée et validée en 2008 avec l'UNCPPIE, a commencé à être diffusée en 2009 lors de journées d'accueil spécifiques. L'objectif est de monter comment œuvrer pour le développement durable de manière opérationnelle et sur des projets très divers, en mettant l'accent sur le « comment faire » et le « comment progresser ».

« Dynamique économique des territoires ruraux »

Cette démarche a été consolidée en 2009 et a commencé à être diffusée au dernier trimestre. Les quatre territoires retenus après consultation pour la phase de test ont été régulièrement mobilisés durant l'année pour des séances de travail : communauté de communes du Piémont d'Alaric (11), communauté de communes de la Région d'Audruicq (62), communauté de communes du Val de Sémouse (70), communauté de communes du Lembron Val d'Allier (63). Plus de 150 élus se sont impliqués sur le terrain. A la suite de cette phase d'observation et de validation, la démarche a donné lieu à la première journée d'accueil sur ce thème en octobre 2009. Elle s'adresse aux groupements de communes qui veulent identifier les leviers propres à leur territoire en vue de dynamiser ou régénérer l'économie locale.

« Accueil de nouvelles populations en milieu rural »

Initiée en 2008 avec le Collectif Ville - Campagne* et la DATAR, cette démarche a été approfondie en 2009 grâce à l'évaluation de l'expérimentation menée avec trois territoires sélectionnés après un appel à candidatures: la communauté de communes d'Avranches et le Pays de la baie du Mont Saint-Michel (50), la communauté de la Touraine du Sud et le Pays de la Touraine coté Sud (41), la communauté de communes de Prauthoy en Montsaugonnais et le Pays de Langres (52). Au terme de l'expérimentation, une synthèse a permis de formuler le plan de développement de l'accueil présenté en réunion de bilan au mois de novembre. La démarche sera publiée et diffusée en 2010 via des journées d'accueil sur ce thème.

* Collectif Ville - Campagne : association regroupant des territoires, des universitaires, des institutions, (agence pour la création d'entreprises...), et des réseaux d'appui aux porteurs de projets.

« Identité et attractivité touristique »

Cette démarche de concertation pour développer le tourisme à l'échelle d'un pays, expérimentée en 2007 et 2008 avec les élus du Pays Val de Lorraine, a commencé à être diffusée en 2009. Une première journée d'accueil a été organisée sur ce thème. Elle s'adresse aux groupements de communes veulent engager une réflexion collective sur l'image touristique de leur territoire et d'organiser l'offre. La démarche apporte également des points de repères juridiques. L'ouvrage 'Identité et attractivité touristique : l'expérimentation d'une démarche de construction territoriale en Pays Val de Lorraine' explique la méthodologie de manière théorique et pratique (temps de travail collectif, cartographie des potentialités du territoire...)

« Relancer une démarche de projet »

Destinée à accompagner la réflexion des territoires qui cherchent un second souffle pour leur projet de territoire, cette démarche a été mise en œuvre en 2009 avec la communauté du Pays de Champagnac de Bel Air (24).

ZOOM

APPUI DE MAIRIE-CONSEILS DANS LES TERRITOIRES

Au total, ce sont 127 déplacements qui ont été effectués durant l'année 2009 par les chargés de mission :

- en prolongement des journées d'accueil ;
- pour l'animation des réseaux thématiques ;
- dans le cadre des démarches expérimentales ;
- pour animer localement des Ateliers Finances.

NOUVEAUTÉ 2009 : 10 ATELIERS FINANCES ONT ÉTÉ ORGANISÉS

Conjoncture économique difficile, période de changement des modes de fiscalité des collectivités... Mairie-conseils a proposé aux élus un module de formation sur les mécanismes financiers et les modes de gestion choisis par des communautés pour améliorer les coûts et tendre vers un meilleur respect de l'environnement. La formation portait également sur les liens financiers entre communes et communautés.

Ces Ateliers Finances ont eu lieu dans les communautés de communes de : la Beaume Drobie (07) ; la Combe de Savoie et de Gelon Coisin (73) ; la vallée de St-Amarin (68) ; du Rabastinois (81) ; la Lomagne Tarn et Garonnaise (82) ; Rhône-Valloire (26) ; du Val d'Oust et de Lanvaux (56) ; du Beaufortain « Confluences » (73) ; Bozouls Comtal (12) ; la Motte Turriers (42).

Valoriser les initiatives, publier, diffuser

Dans le prolongement naturel de sa vocation première d'information et d'accompagnement des élus locaux, Mairie-conseils repère les bonnes pratiques, enquête sur leur mise en œuvre effective, et les valorise en vue de favoriser les échanges de savoir-faire. Pour cela, l'équipe crée et alimente une série d'outils et de publications visant à une diffusion rapide, efficace, et la plus large possible, via le papier, les réunions téléphoniques, et de plus en plus le site Internet.

EXPÉRIENCES EN LIGNE : CHAQUE SEMAINE, CINQ OU SIX NOUVELLES EXPÉRIENCES SUR WWW.MAIRIECONSEILS.NET

La rubrique « Expériences » du site www.mairieconseils.net est alimentée en continu depuis 2008 par une équipe de journalistes qui ont contractualisé avec Mairie-conseils pour interviewer des élus et techniciens sur des initiatives menées dans leurs territoires. L'objectif de cette rubrique est de présenter des expériences qui sont susceptibles d'intéresser d'autres collectivités territoriales de toute taille et de toute nature qui recherchent des exemples et des références à partir desquels amorcer ou enrichir un projet. L'ensemble des articles est soumis à un contrôle de qualité rigoureux, une validation par la collectivité ou le territoire concerné et mis en ligne sur le site de Mairie-conseils.

**1 300 expériences sont accessibles
sur le site, dont 255 mises en ligne en 2009**

Tous les secteurs d'activité intéressant les collectivités territoriales sont pris en compte par le pôle Expériences. L'analyse des sujets montre que les expériences décrites relèvent en premier lieu des thématiques liées à l'urbanisme/paysage/énergie. Les sujets ayant trait aux services

aux habitants sont également très représentés. Viennent ensuite les sujets sur le développement économique, le social ainsi que le développement durable et l'organisation intercommunale. Sur les 255 nouvelles expériences mises en lignes en 2009, 88 sont portées par des communautés de communes, 44 par des communautés urbaines ou d'agglomération, 41 par des communes. Viennent ensuite les départements et les régions, (12) ainsi que les syndicats mixtes et les parcs naturels régionaux (12), puis de structures diverses (associations, CIAS...). Les expériences sont issues de tout le territoire français et couvrent la quasi-totalité des départements.

Les nouveaux articles mis en ligne sur la rubrique Expériences sont annoncés via une newsletter bimensuelle envoyée aux intercommunalités adhérentes de Mairie-conseils et à tous ceux qui s'inscrivent en ligne pour la recevoir. Deux fois par mois, cette newsletter informe sur la parution de nouvelles publications et les actions organisées par Mairie-conseils (journées d'accueil, rencontres...).

PROGRESSION DES EXPÉRIENCES MISES EN LIGNE

en 2007 : 160
en 2008 : 210
en 2009 : 255

RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES EXPÉRIENCES : UN SUCCÈS JAMAIS DÉMENTI

Plus de 15 ans après leur création, les réunions téléphoniques de partage d'expériences intercommunales attirent toujours un public d'élus séduits par le pragmatisme et l'efficacité de ces échanges. Concrètement en une heure, les réunions téléphoniques permettent à une vingtaine d'inscrits d'entendre le témoignage d'un élu sur une réalisation intercommunale et de lui poser des questions.

Les inscriptions se font en ligne et le compte-rendu est accessible sur le site www.mairie.conseils.net quelques jours plus tard à la rubrique « Ressources/compte-rendu ».

En 2009, 101 structures intercommunales ont participé à une ou plusieurs des neuf réunions téléphoniques Expériences

- La communauté du Val de Dronne (24) s'engage aux côtés des adolescents ;
- La communauté de communes des 3B (16) externalise le service Petite Enfance ;
- La communauté de communes du Val d'Ille (35) construit 18 logements écologiques et sociaux ;
- Dans le Ségala (46), une Scic pour mieux gérer les ressources humaines du territoire ;
- Trois communautés de communes en Mayenne mutualisent leurs moyens pour l'action culturelle ;
- La communauté des Crêtes Pré-Ardennaises trouve un débouché pour sa ressource en bois dans les maisons bioclimatiques ;
- Le plan Climat territorial et la Climat Box de la communauté d'agglomération de Mulhouse (68) Sud Alsace
- La communauté Sèvre, Maine et Goulaine (44) facture les ordures ménagères à la levée ;
- Le parc naturel régional du Livradois Forez (63) a élaboré un système d'information géographique au service du foncier agricole.

LE SITE

www.maireconseils.net : UNE REFONTE EN PROFONDEUR

En juillet 2009, le nouveau site de Mairie-conseils a été mis en ligne. Il est devenu au fil des ans un outil incontournable pour la relation entre Mairie-conseils et ses utilisateurs, aussi bien pour la présentation de l'offre de services que pour la diffusion des documents produits ou pour l'accès à certains services.

La nouvelle logique de navigation permet de connaître aisément, sur une thématique donnée, l'offre complète de Mairie-conseils : réunions téléphoniques, journées d'accueil, séminaires, comptes-rendus, publications. La présentation améliorée du programme d'actions contribue à cette clarification. Par ailleurs, les possibilités d'inscription en ligne (aux réunions téléphoniques, aux journées d'accueil...) et les commandes de publications en ligne sont plus rapides et plus simples.

Le site met nettement en valeur les Expériences des collectivités et territoires, ce qui n'était pas le cas dans le site précédent. Des liens directs avec les banques d'expériences de partenaires de Mairie-conseils ont été mis en place : UNCPIC, Unccas, Apriles, Avise.

Avec 3 776 abonnés à la newsletter bimensuelle, le nouveau site est davantage consulté

En termes d'utilisateurs, la progression est de 34%, le nombre d'abonnés à la newsletter atteignant 3 776 en décembre 2009, contre 2 810 fin 2008.

Nombre d'utilisateurs			
	2009	variation annuelle	rappel 2008
Nombre de visiteurs.....	110 898	+ 22%	+ 14%
Nombre de pages vues ...	430 328	+ 41%	+ 29%

Les rubriques les plus consultées sont les mêmes qu'en 2008, avec la rubrique Expériences (32% des pages consultées) et Publications (7%).

La progression constante du nombre d'articles mis en ligne en 2009 dans la rubrique Expériences explique la forte augmentation du nombre de visiteurs et de pages vues. L'augmentation des abonnés à la newsletter bimensuelle reflète l'intérêt porté par les élus et leurs partenaires à l'activité de Mairie-conseils et en particulier à la rubrique Expériences.

LES PUBLICATIONS

Les publications de Mairie-conseils sont le prolongement des offres d'informations, démarches, enquêtes, investigations. Elles constituent un outil de travail très largement diffusé, grâce à la lettre *En Direct* et le site internet. Elles sont réalisées dans le cadre de plusieurs collections. En 2009, Mairie-conseils a lancé une nouvelle collection sur l'urbanisme et le paysage (Mémentos) et la nouvelle série des Suppléments juridiques à la lettre *En Direct*. (Voir détail en annexes pages 34 à 38).

Les nouvelles collections

- La nouvelle collection des « Mémentos » dans la collection « Réseau de territoire Paysage et urbanisme durable » présente des bilans d'expériences et des enseignements tirés à la suite des conférences téléphoniques organisées par et pour les membres du réseau thématique « Paysage et urbanismes durable ».
- La série des « Suppléments juridiques » fait le point dans chaque numéro sur un sujet juridique traité sous forme de questions / réponses, parfois en lien avec les réunions téléphoniques juridiques.

Les collections déjà existantes

- La collection **Dossiers pédagogiques** présente des documents mis à jour régulièrement en fonction de l'actualité législative et réglementaire sur des thèmes intercommunaux ou des sujets relatifs au développement territorial proposés en journées d'accueil. Ils sont utilisés pour l'animation pédagogique des journées d'accueil et sont remis aux participants.
- La collection **Questions / réponses** est composée de documents juridiques qui permettent de rassembler, sur un même sujet (syndicats mixtes, transferts de biens, urbanisme...) les questions - notamment celles qui sont le plus fréquemment posées au service de renseignements téléphoniques -, leurs réponses et les références aux textes de lois en vigueur.

- La collection **Cahiers d'enquêtes et d'analyses** permet de présenter les résultats d'une enquête ou la manière dont un territoire élabore un projet de développement en précisant les questions que cela soulève, les stratégies de développement mises en oeuvre par les équipes locales.
- La collection **Idées choisies** a été créée en 2008 pour rendre compte des actions communales ou intercommunales réalisées à l'initiative d'élus locaux. Elle est utile aux élus qui recherchent des références et des exemples pour les actions qu'ils veulent mettre en place.

En 2009, Mairie-conseils a ajouté dix-neuf publications nouvelles à son catalogue

Dans les collections suivantes

- cinq « Mémentos » dans la nouvelle série « Réseau de territoire Paysage et urbanisme durable » ;
- cinq « Suppléments juridiques » dans la nouvelle série lancée cette année ;
- un document sur l'urbanisme et l'aménagement dans la collection Questions/réponses ;
- deux ouvrages dans la collection Cahiers d'enquêtes et d'analyses ;
- deux nouveaux recueils d'expériences dans la collection Idées choisies.

Hors collection

- un recueil de témoignages sur la mutualisation en lien avec l'enquête et la journée organisée par Mairie-conseils ;
- le tome 2 du recueil *Les questions que vous vous posez... et nos réponses à l'usage des communes de moins de 3500 habitants* ;
- deux actes de colloque ou séminaires.

Anticiper et développer les partenariats

Mairie-conseils réalise un travail de veille afin de repérer les préoccupations des élus en lien avec les enjeux de demain et réfléchir en concertation avec les partenaires concernés. L'année 2009 a été marquée par le renforcement des relations avec l'Association des communautés de France (AdCF) et par des partenariats actifs sur les questions liées à l'aménagement de l'espace et au développement durable. De nouvelles collaborations ont été lancées principalement dans le secteur de l'action sociale.

ANTICIPER EN REPÉRANT LES PRÉOCCUPATIONS MONTANTES

L'analyse des questions issues du service de renseignements téléphoniques et les nombreux contacts avec les élus permettent de repérer les nouvelles interrogations et d'adapter l'offre de Mairie-conseils à ces préoccupations émergentes. Ces évolutions se font en élaborant de nouvelles journées d'accueil organisées autour de ces interrogations, et à travers les outils mis à disposition des élus (publications, réunions téléphoniques...). Ainsi en 2009, considérant que l'augmentation des questions sur la mutualisation annonce la montée en puissance d'un sujet qui deviendra essentiel quand la réforme des collectivités se mettra en place quelle que soit sa forme, Mairie-conseils a mis en place diverses actions sur ce sujet.

LES PARTENARIATS ACTIVÉS EN 2009

Intercommunalité

AdCF, Association des communautés de France

Mairie-conseils a organisé conjointement avec l'AdCF une journée-rencontre le 1er juillet sur la fusion de communautés : bilan, point juridique, témoignages et débats ont ponctué cette journée qui a rassemblé une centaine de participants, élus et leurs collaborateurs.

ZOOM

ENQUÊTE ET JOURNÉE NATIONALE SUR LA MUTUALISATION

Mairie-conseils a lancé en avril 2009 une vaste enquête nationale sur les relations conventionnelles entre communes et communautés permettant de repérer les expériences intéressantes menées par des communautés de communes qui mutualisent leurs services, leurs personnels et équipements avec des communes ou avec d'autres communautés de communes. 500 communautés ont répondu. Les résultats et l'analyse ont été présentés le 10 décembre lors d'une journée nationale d'échanges et de rencontres, organisée à Paris, et ont donné lieu à une publication. Ouverte à tous les territoires, la journée a été articulée autour de douze témoignages de communautés illustrant les différents outils de mutualisation mis en œuvre. Les interventions, tant des témoins que des nombreux participants, révèlent une forte attente relative à ces pratiques.

Un ouvrage a également été réalisé conjointement par une équipe de juristes de l'AdCF et de Mairie-conseils. Publié sous le titre *Les outils d'intervention des communautés sur l'urbanisme et l'aménagement, 56 questions / réponses*, il est destiné aux élus qui s'interrogent sur la responsabilité des intercommunalités en matière d'urbanisme, qu'il s'agisse des documents d'urbanisme, de modes d'action ou de fiscalité.

Action sociale

Mairie-conseils a renforcé ses actions sur ce thème :

Fédération nationale des centres sociaux : une convention a été signée en 2009 avec cette structure associative en vue de préparer les évolutions en cours et à venir, et faire en sorte que communautés et centres sociaux travaillent en bonne intelligence sur même territoire.

FNPNR, Fédération des parcs naturels régionaux de France : un accord a été signé en 2009 pour que Mairie-conseils accompagne les parcs régionaux dans l'élaboration du volet social de leur charte de territoire en cours de renouvellement. Cet accord pourrait se concrétiser en 2010 sous la forme d'expérimentations.

Cnaf et FCSF, Caisse nationale des allocations familiales et Fédération des centres sociaux et socioculturels de France : une journée destinée aux élus et à leurs partenaires a été organisée conjointement le 14 octobre 2008, sur le thème de la complémentarité entre le projet du centre social et l'action publique sur le territoire, avec des témoignages d'élus intercommunaux impliqués dans la vie d'un centre social.

CCMSA, Caisse centrale de la mutualité sociale agricole : la convention-cadre signée en 2008 visant à favoriser le maintien en milieu rural des professionnels de la santé s'est concrétisée en 2009 par le lancement d'une étude dont les résultats seront connus début 2010.

Uccas, Union nationale des centres communaux d'action sociale : par une convention signée depuis 2006 pour une durée de trois ans renouvelable, l'Uccas et Mairie-conseils pilotent conjointement le réseau thématique des responsables de CIAS pour accompagner les intercommunalités en recherche d'un projet social et s'interrogeant sur la création d'un centre intercommunal d'action sociale. La banque d'expériences de l'Uccas sur des expériences locales en matière de micro-crédit social soutenues par la Caisse des Dépôts est directement accessible depuis le site internet de Mairie-conseils.

Odas, Observatoire décentralisé de l'action sociale : les productions de l'agence Apriles qui recense les pratiques des territoires concernant l'insertion, autonomie, enfance/famille, santé sont valorisées depuis 2009 sur le site internet de Mairie-conseils. Avec la Cnaf, la CCMSA et la DGAS, Mairie-conseils avait accompagné auparavant la création, puis l'essor de cette agence dédiée à la valorisation des pratiques concrètes liées au développement social local.

Développement économique

Pays et Quartiers d'Aquitaine^[1] : un cycle de formation sur le maintien et la création d'activités en milieu rural a été élaboré. Centré sur l'accueil de très petites entreprises, il était destiné à une trentaine d'élus et à leurs collaborateurs du Réseau rural aquitain et du Pays du Grand Bergeracois, qui accueillait le séminaire. Il a donné lieu à la publication d'un Guide pour l'action, ouvrage collectif regroupant les contributions des intervenants (dont Mairie-conseils) et des apports d'universitaires.

Avise : dans le cadre d'un partenariat avec cette agence dédiée à l'innovation sociale, l'accès au centre de ressources dédié à l'économie sociale et solidaire est facilité depuis le site internet de Mairie-conseils.

Fédération des parcs naturels régionaux de France : Mairie-conseils a accompagné sept parcs régionaux dans l'élaboration du volet développement économique de leur charte en cours de révision.

Aménagement de l'espace et développement durable

FNCAUE, Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement : un séminaire relatant les expériences menées par des territoires en matière d'urbanisme durable a été organisé conjointement avec la FNCAUE le 8 avril 2009. A l'issue de cette rencontre, un document de synthèse a été publié. Intitulé *Urbanisme et développement durable : huit territoires témoignent*, il est intégré désormais dans le support pédagogique de la journée d'accueil de Mairie-conseils. Parallèlement, le comité de pilotage du réseau « Paysage et urbanisme durable » a poursuivi la réflexion sur le thème de l'étalement urbain, en lien avec la FNCAUE qui mène un cycle de séminaires sur ce même sujet.

UNCPPIE, Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement : le site de Mairie-conseils permet un accès direct à la banque d'expériences de l'UNCPPIE qui relate des actions contribuant au Développement durable et à la biodiversité.

Fédération des parcs naturels régionaux de France : des échanges réguliers et des apports mutuels ont eu lieu en 2009 entre les réseaux d'animation et de réflexion sur le paysage et l'urbanisme des deux partenaires.

Carrefour des pays lorrains : un voyage d'étude pour les élus en Lorraine et autour de Bâle, à la rencontre de territoires ayant mis en place des solutions de développement durable, a été organisé conjointement.

[1] GIP qui joue le rôle de centre de ressources régional pour le développement des territoires

ZOOM

DIALOGUE URBAIN-RURAL

Pour une nouvelle gouvernance

Comment mieux gérer la transition entre les espaces urbains et ruraux, un thème majeur de demain

En partenariat avec la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (Diact), l'AdCF, la Fédération des Pays (APFP), l'association Entreprise territoires et développement (ETD) et la Fédération nationale des parcs régionaux (FNPR), Mairie-conseils a lancé en 2008 une réflexion au long cours sur le dialogue urbain/rural, articulée autour de la question suivante : « Comment mieux gérer l'aménagement des espaces de transition entre le monde rural et urbain qui se développent autour des pôles urbains de toutes tailles. » L'enquête lancée en 2008 et coordonnée par Mairie-conseils a été prolongée en 2009 en vue d'analyser la manière dont une vingtaine de territoires appréhendent cette problématique et organisent le dialogue entre les acteurs locaux.

Les travaux ont donné lieu à la réalisation de 18 « fiches reportages »⁽¹⁾ et à une synthèse, accompagnées d'une série de propositions pour de nouvelles politiques territoriales fondées sur le dialogue urbain/rural. L'ensemble est publié début 2010 sous la forme d'un ouvrage⁽²⁾ accessible sur les sites de chacun des partenaires associés, tandis qu'une journée de restitution et de débat est prévue en janvier 2010.

Ce travail de réflexion s'inscrit dans le cadre d'une approche prospective destinée à être élargie et approfondie en vue de fournir des pistes concrètes pour la gouvernance des politiques territoriales.

(1) Les fiches reportages portent sur les 18 territoires suivants : Pays Cœur d'Hérault, Le Mans, Morlaix, Saint-Brieuc, Voiron, Rennes, Boulogne, Vitré, Reims, Lunéillois, Alençon, Pays du Grand Pau, Nevers, Pays Basque, Saint-Nazaire La Baule et Brière, Besançon, Val de Garonne, Roanne.

(2) *Dix-huit enquêtes sur le dialogue urbain-rural. Nouvelle gouvernance, Nouveaux territoires.*



LE QUOTIDIEN EN LIGNE
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE LEURS PARTENAIRES

Localtis.info

Site d'information et d'actualité, Localtis a pour mission d'informer et d'alerter ses publics cibles que sont les cadres territoriaux, les élus et plus largement les professionnels et partenaires de l'action locale (SEM, bailleurs sociaux, centre de gestion de la fonction publique...) sur les sujets prioritaires. L'année 2009 a été marquée par un travail de réflexion approfondi en vue de valoriser l'identité et le positionnement singulier de Localtis, reconnu comme l'un des principaux quotidiens nationaux en ligne des collectivités locales et de leurs partenaires.

UNE MATURITÉ QUI SE CONFIRME

A la lumière des résultats de l'enquête lectorat de 2008, l'équipe Localtis a mené durant l'année 2009 une réflexion approfondie pour adapter le site à la nouvelle ligne éditoriale et préparer la nouvelle version mise en ligne en 2010. L'objectif a été de mettre en valeur et de renforcer les partis pris qui font la spécificité de Localtis parmi les médias comparables destinés aux collectivités locales et à leurs partenaires.

Un positionnement mieux affirmé

Affirmant clairement son positionnement de « quotidien en ligne des collectivités locales et de leurs partenaires », Localtis fait le choix de traiter un spectre très large de sujets s'adressant à un public averti et même spécialisé. Un choix qui l'amène à assurer sur des sujets considérés comme prioritaires un suivi en profondeur, avec une fonction pédagogique, tout en apportant des éclairages sur des sujets moins médiatisés. Au fil du temps, les articles sont archivés et restent accessibles grâce au moteur de recherche.

Par ailleurs, un effort a été fait pour valoriser les services offerts : newsletter quotidienne transmise par mail, newsletter hebdomadaire, alertes thématiques.

Un lectorat qui continue à s'élargir

Localtis participe des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts et, à ce titre, est accessible aux collectivités - ou à leurs partenaires - qui en font la demande, dans le cadre d'une convention de mise à disposition, sans contrepartie financière. En 2009, 239 nouvelles conventions de mise à disposition de Localtis ont été signées, dont 108 avec des collectivités territoriales. Les 131 autres conventions conclues à la demande d'organismes très divers reflètent le large panel des thématiques traitées par Localtis. Parmi les nouveaux signataires : la Halde, ATD Quart-Monde, Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire, Pôle emploi de Nantes, la CPU, la FEGAPEI, l'ENA. Certaines conventions ont un effet démultiplicateur, telle la convention avec le Conseil national des missions locales qui va permettre la mise à disposition de Localtis auprès de 400 missions.

**Fin 2009,
ce sont plus de
3 500 structures
qui sont abonnées
à Localtis.**



ZOOM

QUELQUES GRANDS SUJETS SUIVIS DE PRÈS EN 2009

- La réforme des collectivités locales
- La réforme de la taxe professionnelle
- Le Grenelle de l'environnement (Grenelle 1 et 2)
- Le plan de relance
- Les contrats de projets Etat-région, le retour de la Datar
- Quand les fonds structurels s'adaptent à la crise
- Logement : loi Boutin, réforme du 1%, programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD)...
- Éducation : service minimum d'accueil, rythmes scolaires, plan Ecoles numériques rurales, Plan campus...
- La réforme de la formation professionnelle
- La mise en place de Pôle emploi
- Le Revenu de solidarité active (RSA)
- La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (dite loi HPST) et notamment la création des agences régionales de Santé
- Le cinquième risque dépendance
- Le très haut débit, la TNT
- Fonction publique : la loi Mobilité
- La poursuite de la mise en œuvre de la loi Handicap
- La loi sur la régulation ferroviaire
- Marchés publics : les nouvelles conditions de recours
- Etat civil : le passeport biométrique
- La prévention de la délinquance
- La grippe A

UNE FRÉQUENTATION EN HAUSSE, DE NOUVEUX USAGES, DE NOUVEAUX RELAIS

En mars 2009, Localtis a passé la barre des 100 000 visiteurs

Les statistiques confirment un usage en hausse de Localtis :

- 23 % pour les pages vues
- 33 % pour le nombre de connexions

En un an, la newsletter quotidienne grimpe de 3 200 à 5 000 abonnés, tandis qu'avec 13 479 abonnés, la newsletter hebdomadaire gagne près de 2 400 nouveaux lecteurs.

Un public qui s'approprie le service

En confortant son positionnement, Localtis a renforcé les liens avec son public qui s'approprie le contenu et l'outil lui-même. L'année 2009 a été marquée par des partenariats particulièrement étroits avec des associations d'élus qui ont souhaité que le quotidien en ligne couvre de manière forte leur congrès annuel. C'est ainsi qu'à l'occasion des Assises annuelles de la Fédération des maires des villes moyennes

(FMVM), douze interviews sur le thème de l'attractivité des villes moyennes ont été réalisées par l'équipe de Localtis et mises en ligne. La rédaction de Localtis a couvert la plupart des congrès nationaux d'élus locaux ayant eu lieu en 2009 (voir liste détaillée en annexes page 45).

Des relais pour susciter de nouveaux usages

En 2009, l'équipe de Localtis a mené des actions de promotion sous différentes formes. Lors du Salon des maires et du congrès de l'Association des régions de France, Localtis a diffusé en nombre (1 800 exemplaires) une sélection des articles marquants du mois de septembre. Une initiative très bien perçue et qui semble avoir eu de bonnes retombées. De son côté, l'association des documentalistes des collectivités locales (Interdoc) a invité, lors de sa réunion plénière, l'équipe de Localtis à présenter l'offre de contenu et les différents services proposés. Enfin, une action pédagogique de fond est menée au sein de la Caisse des Dépôts pour que les collaborateurs jouent leur rôle de relais : remise aux nouveaux embauchés d'un kit de présentation sur l'intranet et de clés USB, information auprès de l'encadrement à propos des nouveaux dossiers thématiques...

DES ÉDITIONS QUOTIDIENNES ENRICHIES DE DOSSIERS THÉMATIQUES

Le contenu de Localtis est élaboré par une équipe de rédaction composée de sept journalistes (cinq chefs de rubriques et deux secrétaires de rédaction), appuyée par un réseau de prestataires externes spécialisés. Son fonctionnement est celui d'un quotidien d'information.

En 2009, plus de 2 700 articles ont été publiés, autour de trois ensembles :

Le fil d'actualité

2 554 articles à raison d'une dizaine d'articles par édition quotidienne.

Les espaces thématiques

169 articles ont été publiés sur des thématiques identifiées comme majeures pour les collectivités locales et leurs partenaires.

Les dossiers législatifs

Parmi lesquels le nouveau dossier spécial dédié au Grenelle 2 de l'environnement.

ZOOM

LES ESPACES THÉMATIQUES ACTUALISÉS EN 2009

- **L'administration électronique : de l'expérimentation au déploiement**
- **Maîtrise de l'énergie : les collectivités en première ligne**
- **Mettre en oeuvre la loi Handicap**
- **Espaces numériques de travail : un projet d'e-territoire**
- **Qualité de l'eau : comment préserver une ressource rare ?**
- **Fonds structurels européens 2007-2013**
- **La solidarité intercommunale : un nouveau souffle ?**

Annexes

VUE D'ENSEMBLE DE L'ACTIVITÉ 2009 DU PÔLE INFORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

INFORMATION JURIDIQUE

Service de renseignements téléphoniques	2008	2009
Nombre d'adhérents	16 652	16 967
<i>dont communes</i>	14 587	14 774
<i>dont groupements</i>	2 065	2 193
Nombre de questions traitées	14 954	11 041
<i>dont question communales</i>	9 906	6 902
<i>dont questions intercommunales</i>	5 048	4 139
Réunions téléphoniques juridiques	2008	2009
Réunions téléphoniques juridiques	3	14
Nombre communes et intercommunalités participantes	77	191

INTERCOMMUNALITÉS ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Journées d'accueil	2008	2009
Nombre de participants aux journées d'accueil	473	624
Nombre de journées d'accueil	23	37
Nombre de groupements accueillis	176	285
<i>dont journées Intercommunalités</i>		136
<i>dont journées Développement territoire</i>		149
Nombre de logiciels « Solidaires » diffusés	1 879	2 000
Nombre de déplacements terrain	167	127
<i>dont Ateliers Finances</i>		10

PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET DIFFUSION

Site www.mairieconseils.net

Evolution	2008	2009	
Nombre d'expériences mises en ligne	210	255	
Nombre d'abonnés à la newsletter	2 816	3 776	+ 34 %
Publications			
Nouvelles publications en 2009	20	19	
Nombre de publications commandées (hors téléchargements)	2 745	11420	
Nombre de publications téléchargées (de juillet à décembre 2009)	-	8841	
Réunions téléphoniques de partages d'expériences			
Réunions téléphoniques de partages d'expériences (RT)	10	9	
Nombre de structures participantes	141	101	

Site www.localtis.info

Evolution	2008	2009	
Conventions de mise à disposition	3 290	3 500	
Abonnés aux newsletters Localtis - Hebdo	11 100	13 479	+ 21,4 %
- Quotidienne	3 201	5 000	+ 56,2 %
<i>Moyenne mensuelle des visiteurs</i>	<i>58 357</i>	<i>90 243</i>	<i>+ 35,3 %</i>

Le mois de mars a été le plus fréquenté avec 104 633 visiteurs.

RÉCAPITULATIF DES VISITES SUR LES SITES	SITE MAIRIE-CONSEILS	SITE LOCALTIS	RUBRIQUE DES ORGANISMES AGRÉÉS POUR LA FORMATION DES LUS
nombre de pages vues	418 495	4 319 790	35 520
nombre de visites	114 831	1 913 694	6 056
nombre de visiteurs	88 453	1 082 917	7 106

Visites = nombre de connexions

Visiteurs = 1 personne (cf code ip) = 1 même si plusieurs connexions

MAIRIE-CONSEILS : RÉPARTITION THÉMATIQUE DES QUESTIONS COMMUNALES POSÉES AU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

Intercommunalité	3618	31,70%
Urbanisme	744	6,52%
Marchés publics	742	6,50%
Biens communaux	599	5,25%
Personnel	514	4,50%
Divers	493	4,32%
Conseil municipal	484	4,24%
Administration générale	474	4,15%
Police administrative	439	3,85%
Maire et adjoints	367	3,22%
Législation funéraire	314	2,75%
État civil	303	2,66%
Voirie	302	2,65%
Communication des documents administratifs	273	2,39%
Services publics	252	2,21%
Finances	214	1,88%
Affaires scolaires	171	1,50%
Conseiller municipal	164	1,44%
Vie quotidienne	135	1,18%
Actions en justice	93	0,82%
Associations	83	0,73%
Social	83	0,73%
Élections	78	0,68%
Ingérence	77	0,67%
Fiscalité	70	0,61%
Contrats	52	0,46%
Sécurité	43	0,38%
Environnement	42	0,37%
Travaux	36	0,32%
Renvoi	32	0,28%
Non renseigné	28	0,25%
Responsabilité	25	0,22%
Intervention économique	17	0,15%
Chasse/pêche	16	0,14%
Culte	14	0,12%
Tourisme	10	0,09%
Démocratie locale	7	0,06%
Sports	4	0,04%
TOTAL	11 415	100%

MAIRIE-CONSEILS : RÉCAPITULATIF DES TERRITOIRES ACCUEILLIS EN JOURNÉES D'ACCUEIL

En 2009, 245 groupements de communes ont participé à une ou plusieurs journées d'accueil.

		Création de C. de c.	Fusion Communauté	Transfert de biens	TPU	Analyse financière	Syndicat mixte	CIAS	Centre social	Jeunesse	Vieillesse	Urbanisme	Développement durable	Économie	Tourisme
ALSACE															
67	C. de c. du Pays de la Petite Pierre					x									
67	Smictom de l'Alsace Centrale						x								
68	C. de c. de Cernay et Environs												x		
68	C. de c. de la Vallée de Kaysersberg													x	
AQUITAINE															
24	C. de c. du Carluxais Terre de Fenelon		x												
24	C. de c. du Perigord Noir		x												
24	C. de c. du Sarladais		x												
24	C. de c. Vallée de la Dordogne		x												
24	C. de c. Villages du Haut Périgord		x												
24	Conseil Général de Dordogne		x												
33	C. de c. des Coteaux Macariens		x					x							
33	Pays Cœur Entre deux Mers												x		
33	C. de c. du Libournais		x	x											
33	C. de c. de Montesquieu										x				
64	C. de c. Lembeye						x								
AUVERGNE															
03	C. de c. de Commentrey Neris les Bains							x							
43	Syndicat mixte du Plateau Vivarais Lignon														
63	C. de c Nord Limagnes			x											
63	C. de c. des Coteaux de Randan														
63	C. de c. les Cheires					x							x		
63	Sancy Artense Communauté					x									
63	C. de c Limagne Bords d'Allier					x									
63	C. de c Mur-es-Allier					x									
63	C. de c Combrailles						x								
63	Sivom de la région de Pontgibaud	x													
63	C. de c. Riom Communauté		x									x	x		
63	C. de c Volvic-Sources et Volcans														
63	C. de c. de Rochefort Montagne									x					
63	C. de c. des Coteaux de Randan				x										
63	Sivom les Ancizes Saint-Georges									x					
63	C. de c des 4 Vallées					x									
63	Monzat Communauté			x											
BASSE-NORMANDIE															
14	C. de c Balleroy le Molay Littry									x					
14	C. de c du Pays de l'Orbiquet			x	x										
14	Syndicat Mixte du Scot Bocage									x					
14	Cabalor									x					
50	C. de c. de Sainte Mère Eglise							x							
50	C. de c. d'Avranches		x												
50	C. de c de la Haye du Puits			x											
50	Pays du Bessin Haut Virois										x				
61	Pays d'Ouche Développement												x		
61	C. de c. du Pays de Briouze		x												
61	C. de c. du Val d'Orne		x												
BOURGOGNE															
58	C. de c. du Pays Charitois					x									
58	Pays Bourgogne Nivernaise						x								
71	C. Agglomération Chalon Val de Bourgogne				x	x									
71	Commune de Bourbon Lancy								x	x					

		Création de C. de c.	Fusion Communauté	Transfert de biens	TPU	Analyse financière	Syndicat mixte	CIAS	Centre social	Jeunesse	Vieillesse	Urbanisme	Développement durable	Économie	Tourisme	
71	C. de c. Sud Côte Chalonnaise												x			
71	C. de c du Canton de Bourbon Lancy			x												
71	Pays de l'Autunois Morvan											x				
89	C. de c. du Pays Coulangeois					x										
89	C. de c. Entre Cure et Yonne		x					x								
89	C. de c des Coteaux de la Chantereine			x												
89	C. de c. Région Château Thierry			x												
BRETAGNE																
22	C. de c. Lanvollon Plouha							x			x					
22	C. de c. Arguenon Hunaudaye			x												
22	C. de c. Coglais Communauté											x				
22	C. de c. de Dinan											x				
CENTRE																
28	C. de c. de la Beauce Alneloise					x										
36	C. de c. du Pays d'Issoudun		x													
37	C. de c du Castelrenaudais					x						x		x		
37	C. de c. du Pays de Bourgueil								x							
37	C. de c. de Beauce et Forêt											x				
37	Syndicat Mixte du Pays du Chinonais											x				
37	C. de c. de Sainte Maure de Touraine									x						
41	C. de c. du Vendomois Rural		x													
41	C. de c Sologne des Rivières			x												
45	C. de c. du Bellegardois									x	x	x				
45	Sivom les Ancizes Saint-Georges									x						
45	Syndicat Scot Loire layon											x				
45	C. de c. du Beauinois										x					
45	C. de c. de Beauce et du Gatinais		x							x						
45	C. de c. Beauce et Forêt			x												
45	C. de c. du Malesherbois					x								x		
CHAMPAGNE-ARDENNE																
10	C. de c. Seine Melda Coteaux									x						
52	C. de c. du Pays Chaumontais								x							
52	C. de c. du Pays de Chalindrey		x							x						
52	C. de c. de l'Etoile de Langres				x											
CORSE																
20	C. de c. du Sartenais Valinco				x	x										
20	Sivu de la Bravou et du Tarignano			x										x		
20	Sivom de la Marana	x														
FRANCHE-COMTÉ																
25	Syndicat Mixte Lumière et Micropolis						x									
25	Ccas de Besancon							x								
25	Cpie du Haut-Doubs												x			
25	C. de c. Frasne Drugeon									x						
25	Syndicat Mixte Plateau Vivarais Lignon						x									
39	C. Agglomération du Grand Dôle										x					
39	C. de c. des Coteaux de la Haute Seille								x							
39	C. de c. du Val de Brenne		x													
39	Communauté de communes du Bellegardois									x						
39	C. de c. Plateau du Lizon		x													
70	C. de c Agir ensemble			x												
GUADELOUPE																
97	Ccas des Abimes								x							

		Création de C. de c.	Fusion Communauté	Transfert de biens	TPU	Analyse financière	Syndicat mixte	CIAS	Centre social	Jeunesse	Vieillesse	Urbanisme	Développement durable	Économie	Tourisme
HAUTE-NORMANDIE															
27	C. de c. du Roumois Nord												X		
27	Syndicat Mixte du Pays d'Avre d'Eure et d'Iton						X								
27	Pays de Risle Estuaire						X					X			
76	C. de c. Saône et Vienne							X		X					
76	C. de c Varenne et Scie		X												
76	PNR des Boucles de la Seine Normande											X			
76	Syndicat mixte du Port de Dieppe														
76	Syndicat Mixte du Terroir de Caux											X			
ILE-DE-FRANCE															
77	Association des communes du Val de Loing	XX		X	X					X				X	X
77	C. de c. de la Brie Nangissienne			X	X	X									
77	Maires du Canton de la Chapelle la Reine	X													
77	Communes Independantes du 77	XX													
77	Commune de Boissy aux Cailles	X													
77	C. de c. Pays de l'Ourcq				X					X			X		
77	C. de c. Avenir-Développement des 3 Rivières		XX												
77	C. de c. Brie des Moulins		XX												
77	C. de c. Brie des Templiers		X												
77	C. de c. du Pays de la Goele et du Multien		X												
77	Union des Maires du 77		X												
77	C. de c Moret Sur Loing									X					
77	C. de c. Val Breon											X			
91	C. de c. des 3 Vallées du Vexin				X										
91	C. de c. du Dourdannais				X										
91	C. de c. du Cœur du Hurepoix											X			
94	Syndicat mixte Marne Vive														
94	C. de c. du Pays de Caulnes						X								
95	C. de c. du Pays de France		X												
95	C. de c Vexin Val de Seine														X
95	C. de c. du Val de Loing				XX										
LANGUEDOC-ROUSSILLON															
11	C. de c. Piémont d'Alaric							X							
11	C. de c. du Canton de Vassy				X										
11	C. de c. du Haut Minervois											X			
11	C. de c du Minervois au Cabardès							X							
11	Sivu des Passerelles				X										
30	C. de c. du Pays Viganais				X										
30	C. de c. du Pays de Lunel									X			X		
30	C. de c. Cévennes Garrigue		X												
30	C. de c du Pays Viganais				X										
34	C. de c. Nord Bassin de Thau		X												
34	Pays Aigoual Cevennes Vidourle		X							X					
34	Sivom de l'Etang de l'Or											X	X		
66	C. de c. Vinca Canigou					X						X			
LIMOUSIN															
23	C. de c du Pays Sostranien									X					
86	C. de c. du Pays Melusin												X		
86	C. de c. du Vouglaisien			X											
87	C. de c. du Val de Vienne											X			
LORRAINE															
54	C. de c du Toulois		X												
54	C. de c Moselle et Madon												X		X

		Création de C. de c.	Fusion Communauté	Transfert de biens	TPU	Analyse financière	Syndicat mixte	CIAS	Centre social	Jeunesse	Vieillesse	Urbanisme	Développement durable	Économie	Tourisme
54	C. de c Saintois au Vermois			x											
54	C. de c. Cristal Entre Meurthe et Verdurette		x												
54	C. de c. des 3 Vallées et Codecom du Mad à l'Yron		x												
54	C. de c. du Pays de Colombey et du Sud Toulousain					x									
55	C. de c. du Pays de Commercy			x							x	x			
57	Syndicat Mixtes Les 3 Frontières						x								
57	C. de c. Moselle et Madon											x			
88	C. de c de la Vallée de la Vologne et de l'Adp						x					x			x
MIDI-PYRÉNÉES															
09	C. de c. Bas Couserans		x												
12	Projet de CC Laguiole Saint-Chély d'Aubrac	x													
31	C. de c. du Canton d'Aurignac		x									x			
32	C. de c. Cœur de Gascogne											x			
46	EPCI du Pays de Padirac				x									x	
46	C. de c. Sud Bouriane							x							
46	C. de c. de Catus		x												
81	C. de c. du Se.s.Ca.L.		x												
81	C. de c du Pays Rabastinois							x							
NORD - PAS-DE-CALAIS															
62	C. de c de Desvres-Samer					x									
59	Communauté Rurale des Monts de Flandre											x			
59	C. de c. du Caudrésis					x									
59	C. de c. du Pays de Mormal et de Maroilles					x									
59	CPIE Bocage de l'Avesnois												x		
59	C. de c. du Pays de Pevele										x				
62	C. de c. des Vertes Vallées				x										
PACA															
04	Commune de Reillanne	x													
05	C. de c. de la Vallée de l'Avance					x					x				
05	C. de c. du Pays des Ecrins					x									
13	PNR des Alpilles											x			
83	C. de c. Provence d'Argens En Verdon					x									
83	C. de c. Sainte Baume Mont Aurelien											x			
PAYS DE LA LOIRE															
44	Syndicat Mixte Centre Nord Atlantique						x								
44	Syndicat Mixte EDENN						x								
44	C. de c. Sèvre Maine Goulaine							x							
49	C. de c. de Pouancé Combrée				x							x			
49	SCOT Loire Layon											x			
49	Syndicat Mixte du Pays des Mauges						x								
49	C. de c. du Centre Mauges								x						
49	C. agglomération Saumur Loire développement												x		
49	C. de c. Loire et Mauges												x		
53	C. de c du Pays de Craonnais		x												
53	C. de c Pays de Loiron				x	x									
53	C. de c. d'Erve et Charnie		x												
72	C. de c. du Pays Bilurien				x										
72	C. de c Val de Sarthe							x							
72	C. de c. de la Brie Nangissienne			x											
72	C. de c. des Alpes Mancelles			xx											
85	C. de c. du Pays de Fontenay-Le-Comte											x			
85	Syndicat Mixte Mer et Vie												x		

		Création de C. de c.	Fusion Communauté	Transfert de biens	TPU	Analyse financière	Syndicat mixte	CIAS	Centre social	Jeunesse	Vieillesse	Urbanisme	Développement durable	Économie	Tourisme
PICARDIE															
02	C. de c de la Région de Château-Thierry					x									
02	C. de c. du Sud de l'Aisne												x		
02	C. de c de la Vallée de l'Oise											x			
02	C. de c. du Canton d'Oulchy le Château			x											
60	Commune de Monchy Saint Eloi								x						
60	C. de c. du Pays d'Oise et d'Halatte				x	x									
80	C. de c. de Haute Picardie						x								
60	Commune de Montchy										x				
80	Cœur de Picardie												x		
80	Projet de C. de c du Grand Roye		x												
80	Syndicat Mixte Marne Vive						x								
POITOU-CHARENTE															
16	C. de c des 3 B		x												
16	C. de c. Charente Boême Charraud			x		x									
16	C. de c. Rivière Chinon Saint Benoit					x									
16	C. Agglomération de la Rochelle			x											
17	C. de c. du Canton de Saint-Jean d'Angély								x						
17	Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge											x			
17	C. de c. de l'Île d'Oléron									x					
17	C. de c. de Surgères						x								
17	C. de c. Plaine d'Aunis												x		
79	Syndicat Mixte du Pays Mellois											x			
79	Syndicat Mixte «Mer et Vie»											x			
79	C. de c. du Val de Sèvre		x												
79	C. de c. Val de Boutonne											x			
79	C. de c. Haute Sèvre		x												
79	C. de c de l'Argentonnais													x	
86	C. de c. du Vouglaisien											x			
RHÔNE-ALPES															
07	C. de c Beaume Drobie				x	x									
07	C. de c. du Rhone Aux Gorges de l'Ardeche									x					
07	C. de c. du Val D'Ay					x									
07	Sivu les Passerelles					x									
07	Pays de l'Ardèche												x		
07	C. de c. des Gorges de l'Ardèche										x				
26	C. de c. Canton de Bourg de Péage		x												
26	Projet de C. de c. de la Haute Galaure					x									
26	Sisav Valence Major			x											
26	C. de c. du Pays de Romans								x						
26	Projet de C. de c. de la Haute Galaure					x									
26	C. de c. Val de Drome									x					
26	Commune d'Hauterives	x													
26	C. de c. du Val d'Eygues					x									
26	Sivom du Tricastin					x									
26	Syndicat d'Aménagement du Pays de Grignan	x													
38	C. Agglomération Porte de l'Isère					x	x								
73	Association Savoie Vivante		x												
73	C. de c. des Entremonts En Chartreuses		x												
73	C. de c. Chartreuse Guiers		x												
73	C. de c. du Mont Beauvoir		x												
74	C. de c. du Canton de Rumilly												x		

MAIRIE-CONSEILS : RÉCAPITULATIF DES RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES

En 2009, Mairie-conseils a organisé 14 réunions téléphoniques d'information juridique ainsi que 9 réunions téléphoniques pour le partage d'expériences intercommunales.

Les comptes rendus de ces réunions téléphoniques sont mis en ligne sur le site www.mairieconseils.net

RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES D'INFORMATION JURIDIQUE

Information juridique d'intérêt plutôt communal

En 2009, 58 communes et 35 intercommunalités ont participé à l'une des 7 réunions téléphoniques juridiques :

- L'organisation des élections et des bureaux de vote dans les communes (28 mai 2009)
- Les réformes du droit de la commande publique (25 juin 2009)
- La location à usage d'habitation selon les règles du droit commun (8 octobre 2009)
- Le fonctionnement du conseil municipal, de l'affichage au compte rendu (24 septembre 2009)
- Les concessions funéraires (22 octobre 2009)
- Le droit de préemption urbain (26 novembre)
- Les baux commerciaux (17 décembre)

Informations juridiques intercommunales

En 2009, 98 Structures intercommunales ont participé à l'une des 7 réunions juridiques intercommunales :

- Compétence tourisme des structures intercommunales (27 mars)
- Nouveau recensement : Quelles conséquences pour les territoires intercommunaux ? (24 avril 2009)
- Accessibilité : les questions que vous vous posez (5 juin 2009)
- La gestion des zones d'activités économiques (15 juin et 16 octobre 2009)
- La fusion des communautés (13 novembre 2009)
- Délégations de fonction, délégation de pouvoir dans les communes et les intercommunalités (21 septembre)

Toutes ces réunions téléphoniques ont fait l'objet d'un compte rendu téléchargeable sur www.mairieconseils.net

RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES EXPÉRIENCES

- La communauté du Val de Dronne (24) s'engage aux côtés des adolescents (13 octobre 2009)
- La communauté de communes des 3B (16) externalise le service Petite Enfance (7 septembre 2009)
- La communauté de communes du Val d'Ille (35) construit 18 logements écologiques et sociaux (2 juillet 2009)
- Dans le Ségala (46), une SCIC pour mieux gérer les ressources humaines du territoire (11 juin 2009)
- En Mayenne, trois communautés de communes mutualisent leurs moyens pour l'action culturelle (12 mai 2009)
- La communauté des Crêtes Préardennaises trouve un débouché pour sa ressource en bois dans les maisons bioclimatiques (16 avril 2009)
- Le Plan Climat Territorial et la Climat Box de la communauté d'agglomération de Mulhouse (68) Sud Alsace (3 mars 2009)
- La communauté Sèvre, Maine et Goulaine (44) facture les ordures ménagères à la levée (3 février 2009)
- Le Parc naturel régional du Livradois Forez (63) a élaboré un système d'information géographique au service du foncier agricole (15 janvier 2009)

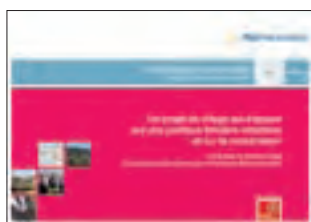
MAIRIE-CONSEILS : RÉCAPITULATIF DES PUBLICATIONS 2009

En 2009, Mairie-conseils a lancé une nouvelle collection sur l'urbanisme et le paysage et les nouveaux suppléments juridiques à la lettre En direct. Ces deux nouveaux ouvrages correspondaient certainement à un besoin si l'on se réfère au nombre de commandes et de téléchargements.

Le service a également augmenté sa collection de recueils d'expériences et mis à jour les dossiers pédagogiques fondamentaux sur l'intercommunalité.

URBANISME - PAYSAGE – ENVIRONNEMENT - DÉVELOPPEMENT DURABLE

• La nouvelle collection des Mémentos, publiée par le Réseau Paysage de Mairie-conseils



MEMENTO 1 *Un projet de village qui s'appuie sur une politique foncière volontaire et sur la concertation*

Commune de Treffort Cuisiat et communauté de communes Treffort en Revermont (01) - Février 2009

Ce mémento présente la stratégie long terme de la commune de Treffort Cuisiat (01) et de la C. de c. Treffort en Revermont. Il témoigne des résultats de vingt années d'interventions dans tous les domaines de l'aménagement et de la qualité du cadre de vie

quotidien. Il en donne les clés : le temps de la réflexion, le partage avec les usagers, l'expression claire du projet public centré sur les services et l'emploi, la confiance avec les partenaires, une politique d'acquisition immobilière et foncière, une maîtrise d'oeuvre publique.

Référence : E106

Auteur(s) : M. Kempf et A. Lagadec, architectes-urbanistes et Y. Gorgeu, Mairie-conseils

Collection Mémentos - 24 pages



MEMENTO 2 *La charte paysagère et environnementale des Costières de Nîmes*

Une démarche de concertation entre territoires ruraux et urbains

Février 2009

Ce mémento présente une démarche de mobilisation (élus et d'acteurs) pour la gestion de l'agriculture et du développement urbain sur une zone de forte pression foncière et un terroir viticole d'excellence. Le syndicat de l'AOC Costières de Nîmes et la communauté d'agglomération Nîmes Métropole ont fait du paysage un élément d'analyse et

d'évaluation qui croise les enjeux agricoles, d'infrastructures, de pression urbaine, de biodiversité et de gestion de l'eau, pour aboutir à un projet partagé.

Référence : E107

Auteur(s) : M. Kempf et A. Lagadec, architectes-urbanistes et Y. Gorgeu, Mairie-conseils

Collection Mémentos - 16 pages



MEMENTO 3 *Greffes urbaines en Vaunage (30)*

Travailler avec les écoles supérieures pour alimenter la réflexion des élus

Février 2009

Ce Mémento présente le partenariat entre des élus et des étudiants en architecture, urbanisme et géographie pour concevoir des opérations de greffes urbaines avec des communes du territoire de la Vaunage (CA de Nîmes Métropole), aux paysages remarquables, soumises à une pression urbaine galopante. Il montre l'utilité de bousculer

des idées préconçues sur l'urbanisation et d'apporter une libre expression sur l'avenir de la commune.

Référence : E108

Auteur(s) : M. Kempf et A. Lagadec, architectes-urbanistes et Y. Gorgeu, Mairie-conseils

Collection Mémentos - 12 pages



MEMENTO 4 *Un lotissement innovant à Sainte-Croix-aux-Mines
Écologie, densité, contexte local, architecture contemporaine en bois*

Juillet 2009

Ce dossier sur le lotissement « Les Coccinelles » à Sainte-Croix-aux-Mines est publié dans la collection Réseau de Territoires de Mairie-conseils, sous la forme de Mémentos.

Référence : E124

Auteur(s) : M. Kempf et A. Lagadec, architectes-urbanistes et Y. Gorgeu, Mairie-conseils

Collection Mémentos - 26 pages



MEMENTO 5 *Une politique diversifiée de développement durable dans la vallée du Kaysersberg (68). L'expérience de la commune de Kaysersberg et de la communauté de communes de la Vallée du Kaysersberg.*

Août 2009

Ce mémento présente la démarche des élus pour créer un pôle de référence en développement durable sur la commune de Kaysersberg et la communauté de communes de la vallée du Kaysersberg. Il a été réalisé à partir d'une visite de terrain du réseau

Paysage et urbanisme durable, en octobre 2008.

Référence : E125

Auteur(s) : M. Kempf et A. Lagadec, architectes-urbanistes et Y. Gorgeu, Mairie-conseils

Collection Mémentos- 24 pages

• **Un document juridique sous forme de Questions/réponses**



56 Questions/réponses sur les outils et interventions des communautés sur l'urbanisme et l'aménagement

Avril 2009

En matière de gestion de l'espace, les interventions des communautés de communes et d'agglomération se diversifient alors qu'il n'existe pas de cadre d'intervention précis pour ces EPCI. Ce guide veut apporter, sous un angle juridique, des éléments de réponse aux questions nombreuses sur leur responsabilité et leur rôle en matière de documents d'urbanisme, de SCOT, de schéma de secteur, de PLU et sur les règles d'application du droit des sols, du droit de préemption urbain, de ZAC et lotissements, de la compétence énergie et des taxes, redevances ou participations qu'elles peuvent instituer. Il prend en compte les imprécisions ou vides juridiques, en préconisant des solutions en l'état actuel des textes.

Référence : E111

Auteur(s) : Mairie-conseils et l'Association des Communautés de France (AdCF)

Collection Questions / réponses juridiques - 104 pages.

• **L'analyse d'expériences sur l'urbanisme durable**



Urbanisme et développement durable, huit territoires témoignent

Octobre 2009

Ce document relate huit expériences d'urbanisme répondant à des objectifs de développement durable, présentées le 8 avril 2009 lors d'un séminaire organisé par Mairie-conseils et la Fédération nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE). Elles ouvrent des pistes à qui veut mettre en œuvre un urbanisme plus viable à long terme, c'est à dire plus économe en sols, en coûts d'aménagement et d'entretien, en coûts énergétiques et environnementaux.

Référence : E127

Auteur(s) : Y. Gorgeu, Mairie-conseils et M.Trassard, journaliste.

Collection Cahiers d'enquêtes et d'analyses - 56 pages

INFORMATION JURIDIQUE : LES QUESTIONS / RÉPONSES

• Cinq suppléments juridiques à la lettre En direct de Mairie-conseils



15 questions/réponses autour de la compétence Tourisme des intercommunalités

Février 2009

Ce document a été rédigé à partir de l'analyse des sollicitations des élus et du personnel territorial auprès du service de renseignements téléphoniques de Mairie-conseils depuis 2007.

Référence : E109 - Auteur(s) : Mairie-conseils, D. Christiany

Collection Questions / réponses juridiques - 8 pages



10 questions/réponses sur les conséquences du recensement dans les territoires intercommunaux.

Mars 2009

Mairie-conseils et l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) ont réalisé en commun le supplément juridique de 10 questions / réponses, à partir de l'analyse des sollicitations du service téléphonique de Mairie-conseils et celui de l'AdCF. Ce document permet d'appréhender les points clé du nouveau recensement dans la gestion des structures intercommunales.

Référence : E110 - Auteur(s) : Mairie-conseils et l'AdCF

Collection: Questions / réponses juridiques - 8 pages



10 questions/réponses sur l'accessibilité à l'usage des communes et des communautés

Avril 2009

Pour rendre accessible les services et les équipements publics aux personnes handicapées, les communes et leurs groupements doivent mettre en place de nouveaux outils qui traduisent la stratégie des acteurs publics locaux pour prendre en compte les handicaps (loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées). Pour répondre aux attentes légitimes des personnes handicapées, elles ont des obligations qui suscitent des questions. Ce supplément juridique veut y apporter des réponses.

Référence : E116 - Auteur(s) : D. Christiany, juriste associé à Mairie-conseils.

Collection Questions / réponses juridiques - 8 pages



10 questions/réponses sur la compétence Zone d'activité économique des communautés

Juillet 2009

Ce supplément est un outil d'aide à la réflexion pour les communautés qui souhaitent créer une zone ou reconnaître l'intérêt communautaire d'une zone d'activité économique communale existante. Il permet de mieux connaître les conséquences sur les relations juridiques et financières entre l'intercommunalité et ses communes membres. Ce supplément juridique a été réalisé à partir des sollicitations des communes et communautés au service de renseignements téléphoniques de Mairie-conseils.

Référence : E120 - Auteur(s) : D. Christiany, expert associé à Mairie-conseils

Collection Questions / réponses juridiques - 8 pages



10 questions/réponses sur le régime des délégations au sein des communes et des communautés

Septembre 2009

Les questions sur les délégations posées par les élus à Mairie-conseils sont nombreuses. En effet, l'instauration d'un régime de délégation de fonction et de délégation de pouvoir dans les communes et dans les communautés fait l'objet de règles juridique précises, confortées par une jurisprudence abondante. Mairie-conseils a repéré dix interrogations qui permettent de mieux les appréhender.

Référence : E126 - Auteur(s) : D, Christiany, expert associé à Mairie-conseils

Collection Questions / réponses juridiques - 8 pages

• Un second recueil de Questions/réponses à l'usage des communes de moins de 3500 habitants



65 questions que vous vous posez et leurs réponses
Manuel à l'usage des communes de moins de 3500 habitants - Tome 2

Novembre 2009

Mairie-conseils a rassemblé dans ce livret 65 questions communales fréquemment posées à son service de renseignements téléphoniques en 2009, par les élus et le personnel territorial des communes de moins de 3500 habitants. Il complète le recueil Les 101 questions que vous allez vous poser... et leurs réponses, publié en mars 2008, à l'intention des maires nouvellement élus.

Référence : E128

Auteur(s) : Service de renseignements téléphoniques de Mairie-conseils : Aurore Geiger, Myriam Hammani, Davis Legros, Alban Perrin, Benjamin Rougeron, Charles Vogin

Collection Questions / réponses juridiques - 76 pages

DEUX RECUEILS D'EXPÉRIENCES DE LA COLLECTION IDÉES CHOISIES



68 réalisations associatives et citoyennes

Juillet 2009

Dans cet ouvrage, 68 initiatives associatives illustrent les multiples ressources de la société civile qui, auprès des collectivités, contribue à organiser le vivre ensemble, développer la démocratie et renforcer les solidarités.

Il a été réalisé par RECIT, le Réseau des écoles de citoyens, et Mairie-conseils. Il a trouvé naturellement sa place dans la collection Idées choisies, dont l'objectif est de faire connaître des initiatives réalisées par des acteurs locaux, afin que l'expérience des uns enrichisse le projet des autres.

Référence : E123

Auteur(s) : Récit et Mairie-conseils

Collection Recueils d'expériences Idées choisies - 76 pages



48 réalisations de communes de moins de 3500 habitants - Tome 2

Juillet 2009

Au coeur des intercommunalités, les élus des communes restent un élément pivot pour animer le vivre ensemble et améliorer la qualité de la vie du territoire. C'est ce que montre ce second recueil (le tome 1 est paru en 2008), à travers les 48 réalisations. Faire connaître ces actions permet de montrer que les élus municipaux, socles de notre démocratie, cherchent des solutions pour s'adapter aux évolutions de la société, en bénéficiant de l'atout de la proximité.

Référence : E122

Auteur(s) : A. Laure, X. Toutain, M. Trassard, J-L. Varin, journalistes associés à Mairie-conseils.

Collection : Recueils d'expériences Idées choisies - 56 pages.

AUTRES RECUEIL D'EXPÉRIENCES

Mutualisation : Recueil des témoignages présentés le 10 décembre 2009

Document réalisé pour la journée du 10 décembre 2009 : *Mutualisation, au-delà des mots, quelles pratiques, quels outils ?* Ce dossier rassemble les 15 expériences de mutualisation présentées par les territoires témoins le 10 décembre 2009.



- Mise à jour des Dossiers pédagogiques sur l'intercommunalité (compétences, finances, fiscalité)



La Taxe Professionnelle Unique et la fiscalité mixte

Mise à jour septembre 2009

Support pédagogique des journées d'accueil sur la Taxe professionnelle unique, ce dossier constitué de fiches apporte tous les éléments d'information nécessaires à la mise en oeuvre de la TPU, en s'appuyant sur des exemples, les modes de calculs, la commission d'évaluation des charges, le calcul des charges transférées et la dotation globale de fonctionnement qui en découle.

Référence : E50

Auteur(s) : Mairie-conseils, C. Brémond, S. Jansolin

Collection Fiches pédagogiques - 61 pages



Fusion des EPCI

Mise à jour septembre 2009

Ce document présente les conditions de fusion des EPCI selon la loi du 13 août 2004. La loi du 13 Août 2004 prévoit pour la première fois un mécanisme de fusion des EPCI à condition que ceux-ci soient limitrophes et que l'un d'eux soit à fiscalité propre. Ce document développe une typologie de fusions possibles - ce que la fusion implique comme réflexions préalables, la procédure, la fiscalité avec tous les modes de calcul et la DGF.

Référence : E67

Auteur(s) : Mairie-conseils, C. Brémond, S. Jansolin

Collection Fiches pédagogiques - 53 pages



La coopération intercommunale

Mise à jour septembre 2009

Support pédagogique des journées d'accueil, ce document présente en 150 fiches les étapes juridiques, les règles de fonctionnement, la définition des compétences, les modes de représentation des communes et les mécanismes de la fiscalité des EPCI à fiscalité propre. Exemples de calcul de la fiscalité directe, outils financiers (loi du 6/02/1992, régime de la fiscalité mixte (loi du 12/07/1999)) sont présentés, ainsi que les dotations de l'État. Ces fiches sont à jour des mesures juridiques et financières de la loi du 13/08/2004 et des lois de finances.

l'État. Ces fiches sont à jour des mesures juridiques et financières de la loi du 13/08/2004 et des lois de finances.

Référence : E6

Auteur(s) : Mairie-conseils, C. Brémond, S. Jansolin

Collection Fiches pédagogiques - 176 pages

ANALYSE ET MÉTHODE EXPÉRIMENTÉES AVEC LES TERRITOIRES



Identités et attractivité touristique en Pays Val de Lorraine

Avril 2009

Expérimentation d'une démarche de concertation territoriale

La démarche « Identités et attractivité touristique » conçue avec le Pays Val de Lorraine permet d'animer un autodiagnostic participatif appliqué au tourisme à l'échelle d'un pays. La cartographie des potentialités du territoire est utilisée pour susciter et soutenir les échanges, croiser les regards et construire une représentation partagée.

Référence : E101

Auteur(s) : F. Chaigneau, Mairie-conseils et P. Gonthier, Cabinet Novation

Collection Démarche - 64 pages

COMPTES RENDUS DE COLLOQUES ET DE SÉMINAIRES

Dans le domaine social



Quels partenariats et complémentarité entre le projet du centre social et l'initiative publique au profit de la vie sociale du territoire ?

Mars 2009

Compte rendu de la journée du 14 octobre 2008

En partenariat avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales et la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France, Mairie-conseils a organisé le 14 octobre 2008, une journée destinée aux élus et leurs partenaires pour approfondir la question : Comment définir, sur un même territoire, le rôle respectif de la collectivité publique et du centre social, dans le respect de leurs missions et de leurs fonctions respectives, au profit de tous les habitants ?

Référence : E115

Auteur(s) : Intervenants et coordination B. Saint Germain, Mairie-conseils

Collection Actes et comptes rendus - 48 pages

Dans le domaine de la solidarité financière intercommunale



Actes du colloque : Pour une réelle péréquation des richesses entre collectivités

Mars 2009

Colloque organisé par G. Delfau, alors sénateur de l'Hérault, avec la participation de Mairie-conseils

Ce colloque a permis de dresser un état des lieux des solidarités entre les collectivités, de mettre en évidence les très fortes disparités entre territoires riches et territoires pauvres, au regard de l'aménagement et du développement. Les témoignages sur les mécanismes de solidarités dans les pays étrangers ont permis d'ouvrir d'autres modèles qui peuvent inspirer les réflexions sur la réforme de la fiscalité locale en France.

Référence : E113

Auteur(s) : Les intervenants

Collection Actes et comptes rendus - 40 pages

LES DIX PUBLICATIONS LES PLUS COMMANDÉES EN 2009

**11 420 publications ont été commandées en 2009, hors téléchargement
de 8841 publications de juillet à décembre 2009**

Les dix publications les plus demandées ont été les suivantes :

Titres	commandes
Accessibilité : questions/réponses à l'usage des communes et des intercommunalités	1421
10 questions/réponses sur les zones d'activité économique des communes	1056
15 questions/réponses autour de la compétence tourisme des intercommunalités	1010
10 questions/réponses sur le régime des délégations au sein des communes et des communautés	959
10 questions/réponses sur le régime des délégations au sein des communes et des communes	947
Expériences associatives : 68 réalisations associatives et citoyennes	833
Urbanisme et développement durable, huit territoires témoignent	729
65 questions que vous vous posez... et leurs réponses - Manuel à destination des communes de moins de 3500 habitants	711
Politique jeunesse et commune de communes	670
48 réalisations de communes de moins de 3500 habitants	666

LOCALTIS : LES NOUVEAUX ABONNÉS EN 2009

OPAC LA COLMARIENNE DU LOGEMENT	Alsace
MAIRIE DE SAVERNE	Alsace
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	Alsace
MAIRIE DE MARMANDE	Aquitaine
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU ROQUENTIN	Aquitaine
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU MARSAN	Aquitaine
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COUTRAS	Aquitaine
AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE - ALEAB 33	Aquitaine
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN D'ARCACHON	Aquitaine
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE PRAYSSAS	Aquitaine
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DE LA DORDOGNE	Aquitaine
MAIRIE D'ANGLET	Aquitaine
MAIRIE DE RIOM	Auvergne
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU PUY DE DOME	Auvergne
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE MONTEBOURG	Basse-Normandie
EPFN	Basse-Normandie
MAIRIE D'AUXAIS	Basse-Normandie
CALVADOS CREATION	Basse-Normandie
MAIRIE D'EU	Basse-Normandie
MAIRIE DES CHERIS	Basse-Normandie
ONG-EJ-EMPLOI-JEUNES (BENIN)	BENIN
CCAS DE NEVERS	Bourgogne
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES, D'EQUIPEMENT ET D'ENVIRONNEMENT DE LA NIEVRE	Bourgogne
MAIRIE DE MACON	Bourgogne
MAIRIE DE SAINT JEAN DE LOSNE	Bourgogne
CONSEIL GENERAL DE L'YONNE	Bourgogne
MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE BEAUNE	Bourgogne
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BOURGOGNE	Bourgogne
MAIRIE DE LANNION	Bretagne
ASSOCIATION GEOREZO-NET	Bretagne
MAIRIE D'ANDEL	Bretagne
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE JOSSELIN	Bretagne
VILLE DE DINARD	Bretagne
UNION LOCALE DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE	Bretagne
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE QUIMPERLE	Bretagne
INSTITUT REGIONAL DU PATRIMOINE DE BRETAGNE	Bretagne
MAIRIE DE GUILERS	Bretagne
MAIRIE DE PLOUHA	Bretagne
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'AUBIGNE	Bretagne
ASSOCIATION PROGENER	Bretagne
MAIRIE DE CLEGUER	Bretagne
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DU MORBIHAN	Bretagne
MISSION LOCALE DU BASSIN D'EMPLOI DE RENNES	Bretagne
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLE ILE EN MER	Bretagne
COTE D'ARMOR DEVELOPPEMENT	Bretagne
TRESORERIE GENERALE DU LOIRET	Centre
FEDERATION REGIONALE FAMILLES RURALES CENTRE	Centre
MAIRIE DE SAINTE MAURE DE TOURAINE	Centre
MAIRIE DE MONTLOUIS SUR LOIRE	Centre
COMITE REGIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE	Centre
AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION ORLEANAISE	Centre
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE DU LOIR ET CHER	Centre
SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU CHINONNAIS	Centre
CENTRE EUROPEEN POUR LA PREVENTION DU RISQUE INONDATION A ORLEANS	Centre
VILLES AU CARRE	Centre
AVERN	Centre
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHALINDREY	Champagne-Ardenne
UNION REGIONALE INTERFEDERALE DES ŒUVRES ET ORGANISMES SANITAIRES ET SOCIAUX DE CHAMPAGNE ARDENNE	Champagne-Ardenne
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT	Champagne-Ardenne
MAIRIE DE SAINTE SAVINE	Champagne-Ardenne

PREFECTURE DES ARDENNES	Champagne-Ardenne
AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE	Corse
ASSOCIATION DES COMMUNES ET COLLECTIVITES D'OUTRE MER	DOM
ASSOCIATION PROMODEGEL	Franche-Comté
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SALINS-LES-BAINS	Franche-Comté
MAIRIE DE MONTFERRAND-LE-CHATEAU	Franche-Comté
CONSEIL GENERAL DU JURA	Franche-Comté
ADAPEI DU PAYS DE MONTBELIARD	Franche-Comté
MAIRIE DE ROSAY	Haute-Normandie
MAIRIE DE DIEPPE	Haute-Normandie
SAHLM ESTUAIRE DE LA SEINE	Haute-Normandie
CCI DU HAVRE	Haute-Normandie
SEMAD	Haute-Normandie
CODAH (COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION HAVRAISE)	Haute-Normandie
SEINE MARITIME EXPANSION	Haute-Normandie
EURE EXPANSION	Haute-Normandie
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA REGION DIEPPOISE	Haute-Normandie
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE	Haute-Normandie
MAIRIE DE BERNIERES-SUR-MER	Haute-Normandie
MAIRIE DE MOISSY-CRAMAYEL	Ile-de-France
ASSOCIATION REFLEXION ACTION PRISON ET JUSTICE	Ile-de-France
MAIRIE DE CHEVANNES	Ile-de-France
MAIRIE DE CHEVRY-COSSIGNY	Ile-de-France
FEGAPEI	Ile-de-France
INSTITUT SILVERLIFE	Ile-de-France
VILLE DE VILLEJUIF	Ile-de-France
UNION NATIONALE DES CENTRES PERMANENTS D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT	Ile-de-France
CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT	Ile-de-France
VILLE DE VIROFLAY	Ile-de-France
POLE EMPLOI DGA	Ile-de-France
SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE BROU- VAIRE- CHELLES- COURTRY ET LE PIN	Ile-de-France
FEPEM (Fédération des particuliers employeurs de France)	Ile-de-France
CONSEIL D'ORIENTATION POUR L'EMPLOI	Ile-de-France
MAIRIE DE GRANPUITS-BAILLY-CARROIS	Ile-de-France
MAIRIE DE MONTESSON	Ile-de-France
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ETUDE, LA CREATION ET LE SUIVI DU SCOT DE COULOMMIERS	Ile-de-France
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Ile-de-France
FEDERATION INTERCO CFDT	Ile-de-France
HAUTE AUTORITE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'EGALITE	Ile-de-France
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU VAL D'OISE	Ile-de-France
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MONTEREAU CŒUR DE QUARTIER	Ile-de-France
TOUTEDUC	Ile-de-France
MAIRIE DE PIERREFITTE-SUR-SEINE	Ile-de-France
MAIRIE DE CLERMONT-FERRAND	Ile-de-France
DEPARTEMENT DE SEINE-&-MARNE	Ile-de-France
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BOUCLE DE LA SEINE	Ile-de-France
VILLE & HABITAT	Ile-de-France
FRANCE ACTIVE	Ile-de-France
MAIRIE DE SAVINS	Ile-de-France
CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE	Ile-de-France
SOCIETE NATIONALE IMMOBILIERE	Ile-de-France
MAIRIE DE VILLEBON SUR YVETTE	Ile-de-France
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC GMSIH	Ile-de-France
CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS ILE DE FRANCE	Ile-de-France
ASSOCIATION ATD QUART MONDE	Ile-de-France
FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE	Ile-de-France
ASSOCIATION ALTERNATIVE CITOYENNE	Ile-de-France
LOOPGRADE CONSEIL ET ASSISTANCE TIC	Ile-de-France
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE SEINE SAINT DENIS	Ile-de-France
CABINET PACE	Ile-de-France
INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	Ile-de-France

SINTEO	Ile-de-France
CONFERENCE DES PRESIDENTS D'UNIVERSITE	Ile-de-France
MAIRIE DE VILLABE	Ile-de-France
PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DE CERGY PONTOISE	Ile-de-France
MAIRIE DE GENENEVILLIERS	Ile-de-France
CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE TEYRAN	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE SAUVIAN	Languedoc-Roussillon
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BEZIERS MEDITERRANEE	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE PERPIGNAN	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE BOUQUET	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE VEZENOBRES	Languedoc-Roussillon
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIMES METROPOLE	Languedoc-roussillon
SYNDICAT MIXTE PROTECTION ET GESTION DES NAPPES SOUTERRAINES DE LA PLAINE ROUSSILLON	Languedoc-Roussillon
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE TENAREZE	Languedoc-Roussillon
MISSION LOCALE DU BASSIN CARCASSONNAIS	Languedoc-Roussillon
MAIRIE DE MONESTIER MERLINES	Limousin
SYNDICAT MIXTE INTERDEPARTEMENTAL DU PARC D'ACTIVITES DE LA CROISIERE	Limousin
COMMUNAUTE DE COMMUNES TULLE ET CŒUR DE CORREZE	Limousin
MAIRIE DE JARNY	Lorraine
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE METZ METROPOLE	Lorraine
CONSEIL GENERAL DU TERRITOIRE DE BELFORT	Lorraine
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE JEANNE	Lorraine
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE	Lorraine
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MEURTHE ET MOSELLE	Lorraine
MAIRIE DE RAON L'ETAPE	Lorraine
GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICPEES PHYSIQUES DE LORRAINE	Lorraine
MAIRIE DE CHASNAY	Lorraine
MAIRIE DE REALVILLE	Lorraine
COMMUNAUTE DE COMMUNES VIC-MONTANER	Midi-Pyrénées
SIVE DE RIEUX DE PELLEPORT - BENAGUES- ARTIX- ST BAUZEIL	Midi-Pyrénées
CCAS DE SAINT CLAR	Midi-Pyrénées
MAIRIE DE SAINTE CHRISTIE	Midi-Pyrénées
TER_RES (TERRITOIRES RESPONSABLES)	Midi-Pyrénées
MAIRIE DE CANOHES	Midi-Pyrénées
MAIRIE DE SAINT SULPICE (81)	Midi-Pyrénées
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN ET DADOU	Midi-Pyrénées
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MIDI-PYRENEES	Midi-Pyrénées
CENTRE EUROPEEN DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION EN MILIEU RURAL	Midi-Pyrénées
AGENCE D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TOULOUSE AIRE URBAINE	Midi-Pyrénées
OTONOMIA CONSEIL	Midi-Pyrénées
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SEGALA CARMAUSIN	Midi-Pyrénées
PAS-DE-CALAIS HABITAT	Nord-Pas-de-Calais
MAIRIE DE LEZENNES	Nord-Pas-de-Calais
ASSOCIATION TOURQUENNOISE POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE	Nord-Pas-de-Calais
COMMUNAUTE de COMMUNES DU LIANCOURTOIS	Nord-Pas-de-Calais
PLAN LOCAL INSERTION EMPLOI DE L'AUDOMAROIS	Nord-Pas-de-Calais
MAISON DE L'EMPLOI DE TOURCOING	Nord-Pas-de-Calais
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE DU PAS DE CALAIS	Nord-Pas-de-Calais
CONSEIL GENERAL DU VAR	PACA
MAIRIE DE L'ISLE SUR LA SORGUE	PACA
SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE	PACA
CENTRE DE PROMOTION DES ENTREPRISES	PACA
SIVOM DU LITTORAL DES MAURES	PACA
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU VAUCLUSE	PACA
COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU VAR	PACA
SIGEC	PACA
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAINE-ET-LOIRE	Pays-de-la-Loire
MAIRIE DE LA BAULE-ESCOUBLAC	Pays-de-la-Loire
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU MAINE ET LOIRE	Pays-de-la-Loire
MAIRIE DE SAINT PHILIBERT DE GRAND LIEU	Pays-de-la-Loire

SYNDICAT INTERCO CFDT DE MAINE ET LOIRE	Pays-de-la-Loire
COMMUNAUTE DE COMMUNES ERVE ET CHARNIE	Pays-de-la-Loire
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SABLE SUR SARTHE	Pays-de-la-Loire
PREFECTURE DE LA MAYENNE	Pays-de-la-Loire
AGENCE D'URBANISME DE LA REGION ANGEVINE	Pays-de-la-Loire
CONSEIL ET FORMATION	Pays-de-la-Loire
MAIRIE DE HAUTE GOULAINÉ	Pays-de-la-Loire
SECOURS CATHOLIQUE DU MAINE ET LOIRE	Pays-de-la-Loire
MISSION LOCALE DE L'AGGLOMERATION NAZAIRIENNE	Pays-de-la-Loire
NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS (NGE)	Pays-de-la-Loire
MAIRIE D'ERMENONVILLE	Picardie
MAIRIE D'AUTRECHES	Picardie
MAIRIE D'AIRAINES	Picardie
ASSOCIATION B.T.P RESIDENCES MEDICO-SOCIALES	Picardie
AMIENS AMENAGEMENT	Picardie
CURAPP-UNITE MIXTE DE RECHERCHE-6054	Picardie
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION CREILLOISE	Picardie
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AMIENS METROPOLE	Picardie
INSTITUT ATLANTIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRTOIRE POITOU-CHARENTES	Poitou-Charentes
COMMUNAUTE DE COMMUNES CHARENTE ARNOULT CŒUR DE SAINTONGE	Poitou-Charentes
DELEGATION REGIONALE DU GROUPE LA POSTE EN POITOU CHARENTES	Poitou-Charentes
PAYS DES VALS DE SAINTONGE	Poitou-Charentes
PAYS DE SAINTONGE ROMANE	Poitou-Charentes
MAIRIE DE SAINTES	Poitou-Charentes
A2B CONSEIL	Poitou-Charentes
ASSOCIATION REGIONALE HLM POITOU-CHARENTES	Poitou-Charentes
SEM DE LA REGION REUNION	Réunion - Océan indien
MAIRIE DE TENCIN	Rhône-Alpes
ASSOCIATION ADRESSE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE MERY	Rhône-Alpes
AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DE L'AGGLOMERATION LYONNAISE	Rhône-Alpes
MAIRIE PORTES LES VALENCES	Rhône-Alpes
MAIRIE DE MEGEVE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE NEVERS	Rhône-Alpes
SYNDICAT DES EAUX DE LA BOMBARDE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE BRIGNAIS	Rhône-Alpes
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AUTUNOIS	Rhône-Alpes
MAIRIE DE FIRMINY	Rhône-Alpes
MAIRIE DE CROLLES	Rhône-Alpes
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS POUR LE RHONE ET L'AGGLOMERATION LYONNAISE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE SALAISE-SUR-SANNE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE VIENNE	Rhône-Alpes
CENTRE REGIONAL DE RESSOURCES DU DEVELOPPEMENT RURAL (CRDR)	Rhône-Alpes
CENTRE DE GESTION DE L'ISERE	Rhône-Alpes
MAIRIE DE VILLEFONTAINE	Rhône-Alpes
STRATINOVE	Rhône-Alpes
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OZON	Rhône-Alpes
BOURG SAINT MAURICE 2020	Rhône-Alpes
CIFODEL	Rhône-Alpes
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE L'ISERE	Rhône-Alpes
ASSOCIATION CANTONALE D'ANIMATION DE SAINT MICHEL DE MAURIENNE	Rhône-Alpes
OPAC DE L'ISERE	Rhône-Alpes
AGORA	Rhône-Alpes
SYNDICAT INTERCOMMUNAL MONTBRISONNAIS POUR L'ENVIRONNEMENT LES LOISIRS ET LE TOURISME	Rhône-Alpes
CONSEIL - TERR -E- ITOIRES	Rhône-Alpes
CONSEIL GENERAL DU VAUCLUSE	Rhône-Alpes
AGENCE D'URBANISME DE LA REGION GRENOBLOISE	Rhône-Alpes

LOCALTIS : THÉMATIQUES DES ARTICLES MIS EN LIGNE EN 2009

Thèmes	Nombre d'articles mis en ligne en 2009	Nombre d'articles mis en ligne en 2008	Nombre d'articles mis en ligne depuis 2005
Social	551	513	1902
Environnement	555	481	1782
Finances	293	406	1333
Développement des territoires	319	285	1158
Économie	324	247	1067
Internet / Réseaux	280	295	1044
Habitat	244	244	936
Santé	261	236	894
Europe	220	275	893
Commande publique	194	229	870
Emploi	259	250	835
Ressources Humaines	162	203	801
Transports	216	182	776
Éducation	216	200	737
Pouvoirs locaux	220	160	631
Urbanisme	184	163	689
Élus	191	151	472
Culture	138	125	470
Citoyens	103	110	417
Sécurité	106	63	383
Intercommunalité	71	124	342
Formation professionnelle	123	111	315
Tourisme	110	70	272
Politique de la ville	62	7	266
Communication	46	45	185
Institutions	73	36	138
Voirie	35	19	122
Sports loisirs	48	13	84

LOCALTIS : ÉVÉNEMENTS COUVERTS ET PERSONNALITÉS INTERVIEWÉES

EXEMPLE DE CONGRÈS ET AUTRES GRANDS RENDEZ-VOUS COUVERTS PAR LA RÉDACTION EN 2009

- Congrès de l'Association des régions de France (décembre, Marseille)
- Congrès des maires (novembre, Paris)
- Réunion nationale des conseillers généraux (novembre, Paris)
- Congrès des sociétés d'économie mixte (octobre, Nantes)
- Journées de l'Association des communautés urbaines de France (octobre, Bordeaux)
- Convention nationale de l'Assemblée des communautés de France (octobre, Chambéry)
- Colloque AMGVF : «Les stratégies territoriales de l'emploi et la crise» (octobre, Paris)
- Congrès de l'Assemblée des départements de France (septembre, Clermont-Ferrand)
- Rencontres nationales de la Datar sur les transports et l'accessibilité dans les villes moyennes (septembre, le Puy-en-Velay)
- Congrès de l'Union sociale pour l'habitat (septembre, Toulouse)
- Conférence des villes / AMGVF (septembre, Paris)
- Assises de la Fédération des maires de villes moyennes (juin, Châlons-en-Champagne)
- Colloque sur le financement des transports publics urbains avec le Groupement des autorités responsables des transports publics (Gart) et le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)
- Plusieurs déplacements en région du ministre de l'Education nationale...

EXEMPLES D'INTERVIEWS

Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes et président de Nantes Métropole, explique comment les métropoles de Nantes et de Rennes s'organisent pour donner davantage de visibilité à l'espace métropolitain Loire-Bretagne.

Vanik Berberian, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), présente, dans un premier entretien, les grands défis qui attendent les territoires ruraux et, dans un second, donne son point de vue à la suite du projet de loi sur le changement de statut de La Poste.

Jean-Luc Boeuf, administrateur territorial et professeur à Sciences Po, émet des propositions audacieuses en estimant qu'il faudrait supprimer la fiscalité locale pour la remplacer par le partage d'un impôt national.

Marc Chabert, président du Syndicat des juridictions financières, analyse le projet de réforme des juridictions.

Jean-Paul Denanot, président de la région Limousin et président de la commission Formation de l'Association des régions de France, donne son point de vue sur la loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle, définitivement adoptée le 14 octobre 2009.

Jean Dionis du Séjour, député-maire d'Agen et président de la Commission TIC de l'Association des grandes villes de France (AMGVF), fait le point sur l'aménagement numérique des territoires ruraux, le taux de couverture en TNT, ainsi que sur le débat au sujet des antennes de téléphonie mobile.

Danuta Hübner, ancienne commissaire européenne à la Politique régionale, s'exprime sur les enjeux de la réforme de la politique de cohésion.

Yves Krattinger, sénateur et président du conseil général de Haute-Saône, dévoile les premières pistes dégagées par la mission sénatoriale sur la réforme des collectivités.

Philippe Laurent, maire de Sceaux, vice-président de l'AMF, plaide pour la mise en place d'une « véritable politique de l'encadrement supérieur à la hauteur des missions et des responsabilités des collectivités ».

Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF), donne son avis sur l'avant-projet de loi sur les collectivités territoriales présenté par le gouvernement.

Valérie Létard, secrétaire d'État aux Technologies Vertes, présente le plan de mobilisation (en préparation) pour les métiers de la croissance verte.

Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du commerce, évoque les mesures en faveur de la revitalisation du commerce de proximité.

Bernard Perrut, président du Conseil national des missions locales et député-maire de Villefranche-sur-Saône, fait le point sur le rôle des missions locales dans le cadre du nouveau plan Jeunes présenté par le chef de l'État en octobre 2009.

Adrien Zeller, président de la région Alsace, donnait son point de vue sur la suppression de la clause générale de compétence telle que proposée dans le rapport Balladur.

LE PÔLE INFORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUTRES ACTIONS, PARTENARIATS INTERNES, BUDGET, ÉQUIPE

LE PÔLE INFORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AU SEIN DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Le pôle Information des collectivités locales est un service de la Direction du développement territorial et du réseau (Action territoriale et Partenariats). En 2009, il a développé des partenariats internes au sein de la Caisse des Dépôts avec les entités suivantes :

le Département Développement économique et économie sociale

- co-pilotage de la convention avec l'Unccas ;
- contributions au lancement du « projet de réseau économie sociale et solidaire » dans les collectivités ;
- co-pilotage du partenariat avec la CCMSA.

la Direction des fonds d'épargne et la direction régionale du Limousin

Organisation d'une rencontre territoriale, en partenariat avec le conseil économique régional du Limousin, sur le thème « Mobiliser l'épargne locale au service du développement régional », le 24 septembre 2009 à Limoges avec une centaine de participants.

LES AUTRES ACTIONS DU PÔLE INFORMATION

Assises des territoires ruraux

Mairie-conseils a été sollicité pour participer aux Assises des territoires ruraux, groupes de réflexion créés par le ministère de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire. Nous avons ainsi contribué aux travaux de deux des trois groupes qui se sont réunis quatre fois entre novembre et décembre 2009 : « Faciliter la vie quotidienne des populations », « Organiser et animer les territoires ».

Des contributions écrites ont été apportées à ces groupes (« Nouvelles gouvernances, nouveaux territoires - Contribution pour le dialogue urbain rural » et « Pour des pôles d'excellence en ingénierie territoriale »).

Réseau rural français

Mairie-conseils a été sollicité pour devenir membre de la commission permanente du « Réseau rural français » (dans le cadre des actions financées par le Feader (Fonds européen agricole pour le développement rural), ce réseau est co-piloté par le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche et par la Datar) dont l'objectif est de décloisonner les relations entre acteurs du développement rural, d'améliorer la qualité des projets de développement rural financés par le Feader, de faciliter la conception intégrée de projets de développement rural. La candidature de Mairie-conseils a été approuvée par l'assemblée générale du réseau le 17 décembre 2009.

Institut de la décentralisation

Mairie-conseils a été désigné pour représenter la Caisse des Dépôts au groupe d'étude créé par l'Institut de la décentralisation⁽¹⁾ sur la thématique « Gouvernance publique territoriale ».

Territoires 2040

Mairie-conseils a été sollicité pour participer à l'un des groupes de travail mis en place par la Datar dans le cadre de ses travaux de prospective « Territoires 2040 », lancés en octobre 2009. L'objectif de ces travaux est « d'identifier les enjeux auxquels les territoires français vont être confrontés dans les prochaines années (20-30 ans) et concevoir les politiques d'aménagement qu'il faudra mettre en oeuvre pour les relever et assurer le développement durable de notre pays ». Le groupe auquel Mairie-conseils est associé porte sur « les territoires à base économique résidentielle et touristique ».

(1) L'Institut a pour vocation « d'éclairer la délibération publique sur l'ensemble des questions relatives à la décentralisation, à l'organisation du territoire et à la gestion locale dans le respect d'un double pluralisme scientifique et politique ».

Le budget du pôle Information des collectivités territoriales

Le budget d'action engagé en 2009 a été de 2 899 k€ dont 730 k€ pour Localtis et 2 169 k€ pour Mairie-conseils et les autres actions.

L'accès aux différentes sources d'information est offert aux élus et personnels des collectivités dans le cadre des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts.

L'ÉQUIPE DU PÔLE INFORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les services du pôle Information sont assurés par une équipe composée de 19 personnes dont 7 au sein du service Mairie-conseils, 7 au sein du service Localtis et 5 pour l'ensemble.

Personnels Caisse des Dépôts

Bidault Nathalie, chargée de gestion Mairie-conseils et pôle
Blanchard Annie, directrice du pôle Information
Brémond Christine, chargée de mission Mairie-conseils
Chaigneau Franck, chargé de mission Mairie-conseils
Chappey Marion, responsable secrétariat de rédaction pôle
Ficat Catherine, rédaction Localtis
Gorgeu Yves, chargé de mission Mairie-conseils
Grimoux Gaël, chef de projet internet
Jansolin Sylvie, chargée de mission Mairie-conseils
Lafarge Florence, webmestre et missions Mairie-conseils et pôle
Leberger Catherine, chargée de mission Mairie-conseils
Lemesle Hélène, rédaction Localtis
Lenormand Anne, rédaction Localtis
Mallet Claire, rédactrice en chef Localtis
Millet Louise, chargée de développement de l'information
Quantin Astrid, assistante pôle et département DATP
Saint Germain Bernard, chargé de mission Mairie-conseils
Saviane Sylviane, assistante Mairie-conseils
Toussaint Sandrine, secrétariat de rédaction pôle

Personnes associées

Donou Catherine pour Mairie-conseils
Tendil Michel pour Localtis

Stagiaires ou remplaçants en 2009

Pierre-Alain Castanedo pour la mise à jour du panorama des aides
Elodie Bassompierre pour les évolutions des sites

Services internes indispensables à la vie du pôle, plus particulièrement du service Mairie-conseils :

L'imprimerie de la Caisse des Dépôts et l'atelier de reprographie d'Austerlitz ;
Etablissement d'Arcueil pour la mise sous pli et le routage de la lettre *En Direct de Mairie-conseils*
et le service Commande des publications.

Prestataires externes ayant participé aux activités du pôle Information en 2009

Pour Localtis

Les agences et les journalistes : PCA, Projets publics, Émilie conseil, Victoires éditions, EVS, Apasp, Welcomeurop, De Castelnuau, Alain Bensoussan

Pour Mairie-conseils

Pôle juridique de Mairie-conseils (service de renseignements téléphoniques, questions/réponses en ligne, réunions téléphoniques juridiques, suppléments juridiques, dossiers pédagogiques)

A Paris : Emmanuel Blanc, Damien Christiany, Jacqueline Domenach, Catherine Donou, Etienne Faure, Catherine Migault

A Orléans : Aurore Geiger, Myriam Hammani, David Legros, Alban Perrin, Benjamin Rougeron, Charles Vogel

Contrôle qualité : Maître Yves Delaire, avocat

Journées d'accueil, démarches, réseaux, enquêtes, réunions téléphoniques, outils

Vincent Chassagne (2Is) ; Guy Dumélie (cabinet GD Consultant) ; Pascale Gonthier (cabinet Novation) ; Kamel Rharbo ; Philippe Grenier ; Anne Gentil (Urbicand) ; Armelle Lagadec et Mathilde Kempf, architectes urbanistes, Alain Chanard (Ecritures), Nathalie Froissart (Atout Sens), Patrice Leclerc (cabinet Brigitte Croff consultant), Yves Paris (Savoie vivante), Mohamed Chahid (Mati cabinet conseil), Brigitte Longueville, Didier Pfennig (Infonaute), Marc Horwitz (Com'Pouce), Corinne Morelli, Isabelle Farges, Jean Louis Darmet (La Canopée), le réseau Idéal Connaissances.

Publications

StudioGraph : création de maquette et mise en page des publications

Jean Roger : relecture de la lettre mensuelle *En direct*

Interviews des élus et rédaction des articles Expériences mis en ligne sur le site www.mairieconseils.net

Agence Traverse : Maryline Trassard, Emmanuelle Stroesser, Xavier Toutain, Jean-Luc Varin, Myriam Journey, Anne Laure ; Agence PCA ; Nathalie Parent (Aviso) ; Luc Blanchard et François Poulle, journalistes indépendants.

Imprimé en avril 2010

Conception-réalisation : Studiograph
www.studiograph.net

